

Journal d'informations et de débat fondé le 17 Novembre 1979
 Direction - Rédaction - Publicité : Rue des Ecoles Akwa (entre carrefour Idéal et Camtel) B.P. 5925 Douala
 République du Cameroun - Tél. : +237 33 42 04 39 - Tél./Fax : +237 33 42 53 74 - Cell : +237 99 04 47 48

Une filiale de
free media
 GROUP

E.mail : lemessager.info@gmail.com
 Site web : quotidienlemessager.net

Le Messager

A l'écoute du peuple

Fondateur : Pius N. NJAWE Directeur de la Publication: Alex Gustave AZEBAZE

N° 5054 DU JEUDI 19 Avril 2018 CAMEROUN 400 F.CFA

Quotidien



1957 - 2010

Remember Pius N. Njawé

Crise anglophone

Les petites solutions du gouvernement



• *630 contrats signés pour l'immatriculation des instituteurs et 827 actes signés pour le compte des Ivet, la 8^{ième} session du comité interministériel chargé d'examiner et de proposer les solutions aux préoccupations soulevées par les syndicats des enseignants a rendu sa copie ce 12 avril 2018*

P.7

Yaoundé

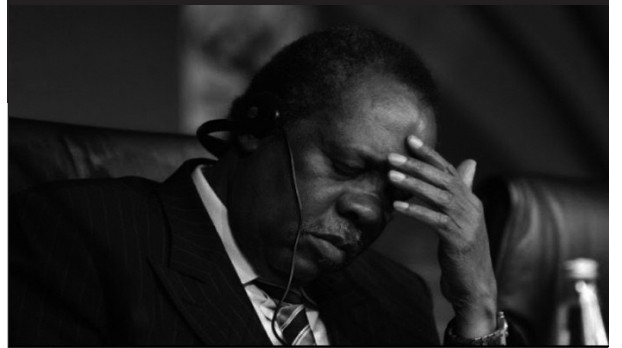
Voyage dans l'enfer des « Elobis »



Lire l'enquête du Messenger
 P.5

Egypte

Issa Hayatou devant la barre



• *L'ex-président de la Caf soupçonné par la justice d'avoir enfreint les règles locales de la concurrence avec la société Lagardère Sports*

P.12

Présidentielles 2018

L'Undp au bord de l'implosion

• *L'absence de dialogue entre le sommet et la base du parti de Bello Bouba Maïgari à l'origine du courroux des militants*

P.3

OPÉRATION ÉPERVIER

Entre décrépitude morale et déconstruction de l'autorité

Aujourd'hui, la volonté collective est si mise à mal, pour des intérêts personnelles et égoïstes, et surtout par les leaders qui incarnent en principe l'autorité, qu'on se demande si toute la société n'est pas en train de basculer progressivement dans la déconstruction même de cette autorité. Cette société-là, abusée d'elle-même, colérique et revancharde, a soif de la déchéance de ses guides, complaisamment vautés dans des scandales sans fin, traîtrises des espérances sociales avortées.

Tout observateur averti du fonctionnement de la société camerounaise ne peut s'empêcher de se poser cette question : jusqu'où allons-nous arriver ? Le président de la République du Cameroun, a lui-même fait le diagnostic en s'adressant à la nation, le 31 décembre 2013 : *« Alors, que nous manque-t-il ? Bien qu'attachés à nos communautés d'origine-ce qui ne nous empêche pas d'être de fervents patriotes lorsque l'honneur national est en jeu- nous sommes un peuple d'individualistes, plus préoccupés de réussite personnelle que d'intérêt général. Notre administration reste perméable à l'intérêt particulier. »* Ce constat qui sonne comme un tocsin, nous rappelle combien la société camerounaise s'est écartée avec le temps des valeurs cardinales telles que : le respect d'autrui, de la chose publique, des lois et des accords privés et publics, de l'autorité, du sacré, des aînés, des traditions et coutumes, etc. Ce glissement de valeur est ancré foncièrement dans ce que le président Biya appelle « l'individualisme ».

Un individualiste est à la recherche de son intérêt personnel et agit, indépendamment de la position qu'il occupe pour en arriver là. Ce constat n'est pas vécu seulement dans les

sphères de l'Etat mais aussi bien au sein de toutes les organisations privées et publiques au Cameroun. Il y a là certainement une part d'exagération qu'il faut modestement admettre la possibilité. Toutefois, quand des églises valablement constituées et reconnues par l'Etat, se désagrègent en mondovision pour affaire de privilèges ou autres en laissant les chrétiens désemparés dans une désolation totale, n'est-ce pas là un symbole fort de la dimension de la propagation du mal ? On en est encore à se demander quel est le secteur de la société camerounaise qui n'est pas atteint par ce mal de la perte de valeur. Récemment, une pauvre dame scandalisée par les propos et attitude d'une jeune fille à peine nubile a cru bon de penser que le mal est congénital. Elle disait de ce fait que c'est au sein, à la naissance que le nourrisson choppe le terrible virus de l'égoïsme et de la course folle vers l'enrichissement, au besoin envers et contre tout le monde. Bien entendu que c'est là une figure de l'exagération ou du grossissement de ce mal. Dans l'affaire, la victime directe est le bas peuple mais à la longue, il y a comme un effet boomerang à l'horizon, où à la fin, c'est ce bas peuple qui se lève, dos au mur, spolié de tout, tout espoir assassiné et se bat pour son droit à la vie. Ce peuple-là, rien ne lui résiste.

La déconstruction de l'aura et de l'autorité

Un homme politique, un ministre, un général, un prêtre, un pasteur, ou quelque autre responsable, a un chemin ou un processus par lequel il arrive à réduire à néant son autorité. Un exemple patent est le cas des ministres, parce que leur situation défraie la chronique. Le premier pas dans ce chemin inique est le sentiment de l'impunité. Cela revient à dire que le leader, ici le ministre, a une conviction que ses supérieures hiérarchiques à savoir le premier ministre et surtout le président de la République, ne peut pas le punir pour une quelconque faute de gestion. Il est si assuré de la confiance qu'on lui voue, qu'il se sent un peu comme obligé de profiter de la situation. Quand il opère des

détournements de deniers publics, quand il est l'acteur principal vers qui converge une corruption massive, il ne se doute pas qu'il vit dans une société qui a les yeux et les oreilles.

Au moment où il construit des immeubles luxuriants, des voitures rutilantes et haut de gamme, entretient des maîtresses dans des villas cossues aux quatre coins de la ville, investit en prête nom dans des affaires hautement lucratives, use de sa position pour commettre toutes sortes d'abus ou de rétorsion, il oublie certainement qu'il est une espèce rare qui se déploie au milieu d'une masse paupérisée à l'extrême. Il ne s'imagine pas que toute la curiosité des « sans dents » est braquée sur ses faits et gestes. Il est heureux de ce que les « gueux » sont impressionnés au premier regard d'être les témoins de ce qu'est la réussite. Monsieur le ministre a réussi certainement. C'est pour cette raison que chaque matin, une meute se lève pour aller vers lui à la recherche de la pitance. Qu'il nourrisse ou pas les nombreuses bouches ouvertes qui s'agglutinent devant sa porte, il est déjà sur la sellette.

Le second pas vers la déchéance est l'orgueil qui se saisit de l'être humain qui s'estime, se croit ou se reconnaît important, indispensable. A partir de cet instant, il est saisi par la folie des grandeurs et capte toutes les possibilités qui s'offrent à lui. Un ministre ou un responsable qui est déjà imbu de lui-même ne recule devant rien. Il fait désormais ce qui lui passe par la tête. Il se voit et se croit invulnérable, achète tout et tout le monde au besoin. Petit à petit, il se prend pour Dieu le père. Ses frasques se multiplient au sein de l'opinion et tout le monde en parle. Tout ce qu'il est ou tout ce qu'il a, est désormais étalé sur la place publique. Sa nudité est de ce fait étalée en plein jour.

Le troisième palier qui conduit à la déchéance est l'intérêt que les services compétents de l'Etat commencent à manifester à son endroit. Ici, c'est généralement le Contrôle supérieur de l'Etat (Consup) qui est à pied d'œuvre. Après toutes les vérifications de toutes les indélicatesses de gestion du ministre, et de ce fait, il est accablé de tous les maux. Et comme c'est généralement le cas, il est toujours établi qu'ils ont commis des

exactions financières ou autres malices liées à la gestion de l'argent. C'est ainsi que le Tribunal criminel spécial prend le relai. Tout commence par une arrestation médiatisée. Devant les caméras des télévisions, le ministre est arrêté comme un vulgaire bandit, et dans la circonstance il l'est, et conduit directement à la prison centrale de Yaoundé, Kodengui ou au Secrétariat d'Etat à la gendarmerie. C'est le fond du trou. Maintenant, il y sortira pour aller suivre son procès au Tcs.

Chutes et réjouissances

A chaque fois que l'Épervier frappe un coup, le peuple se réjouit. Cela se passe tant et si bien que le peuple y voit un débarras d'une pustule de son mal. Ainsi plus les ministres et les hauts cadres de l'administration sont embastillés, mieux le peuple se sent. C'est comme si le peuple affamé avait plutôt soif du sang de ses prétendus bourreaux. La déchéance du ministre Atangana Kouna a été analysée et commentée sous tous les angles. Mais le point terrible qui semble échapper à l'opinion et peut-être aux tenants du pouvoir, est que les siens, dans la Mefou et Akono, ont fêté son arrestation. On peut y naïvement lire une suite de la guerre larvée entre les différentes élites politiques du département. Il faut aller plus loin et dire que c'est le cas dans toute l'étendue du territoire. Quand un homme du pouvoir tombe, la joie populaire est ouverte. Tout se passe comme si le peuple camerounais est en embuscade derrière ses dirigeants.

Dernièrement, les médias ont rapporté les humiliations vécues par un ministre à l'aéroport. La foule, dit-on, comme un seul homme, l'a copieusement hué. Et il faut avouer qu'il n'est pas le seul sur la liste. Tout ceci s'explique : trop longtemps sur la sellette par des faits irrépréhensibles, les autorités du Cameroun, déconstruisent par ce fait, l'autorité qui va avec les responsabilités. Ce n'est pas l'autorité de l'Etat qui est à construire mais la moralité de ses serviteurs pour faire d'eux des exemples aux yeux du peuple qui ne demandent qu'à se soumettre dans ce cas-là.

Léopold DASSI NDJIDJOU (Stagiaire)

EL HADJ LAWAN BAKO

« Paul Biya doit sanctionner ceux qui lui ont fait ses propositions »

On ne parlera jamais assez de la récente nomination des 30 sénateurs par Paul Biya. Et pour cause, El hadj Lawan Bako, Chairman de United Democratic party (Udp) est dans tous ses états, au lendemain de la nomination des 30 sénateurs qui viendront s'adjoindre aux 70 autres élus lors du scrutin du 25 mars dernier pour former la chambre haute du parlement. Rencontré mardi dernier 17 avril par Le Messenger, l'allié du Rdpc dans le cadre de la majorité présidentielle n'est pas allé du dos de la cuillère pour dénoncer ce qu'il appelle la marginalisation des partis politiques anglophones. Et pour cause sur les 9 partis politiques qui ont concouru au scrutin du 25 mars 2018, seul son parti l'Udp n'a pas bénéficié de la discrétion du président de la République dans la redistribution des 30 sénateurs nommés. Pourtant dénonce-t-il sans ambages, le score obtenu par son parti est de loin supérieur à celui de certaines formations politiques qui ont aussi pris part à cette élection et qui ont été gratifiées de la largesse du chef de l'Etat dans cette redistribution des 30 sénateurs. Le leader de l'Udp s'est prêté à votre journal.



L'Udp, la formation que vous dirigez semble être l'enfant pauvre de la nomination des 30 sénateurs de la nouvelle mandature. Que vous inspire cet acte présidentiel ?

Je suis mécontent de cette nomination du chef de l'Etat parce que parmi les 30 nommés, les 3 du Nord-Ouest sont du Rdpc parmi lesquels 2 du département de la Mezam alors que ce département a assez de ministres, de directeurs généraux, d'ambassadeurs etc. Nommer 2 sénateurs de la Mezam c'est comme si les autres départements ne sont pas de la région du Nord-Ouest. En plus l'Udp avait signé un accord avec le secrétaire général du Rdpc le 2 février 2017 publié dans le journal Action le 15 février 2017. Cet accord faisait état de ce que nous devions travailler ensemble pour la paix et la sécurité de notre pays et faire partie de la gouvernance. Sur les 7 partis qui ont signé cet accord, seul l'Udp a été lésé ou exclu, les autres partis politiques qui avaient signé ont vu leurs militants francophones nommés, je suis le seul de l'Udp qui est un parti anglophone qui a été lésé. Bien plus *United Democratic party* pendant ces sénatoriales, a pris le dessus sur l'Andp avec 16 voix contre 13.

Comment concevoir qu'on a nommé un sénateur Andp et abandonné l'Udp ? C'est simplement parce que nous sommes anglophones. Plusieurs anglophones dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest sont remontés contre cela. Ils sont aussi mécontents par le fait que l'Udp qui est dirigé par un francophone a vu son militant anglophone nommé sénateur dans le Sud-Ouest. Tout ceci pris en considération n'encourage pas l'unité nationale et la situation dans ce pays.

A qui la faute selon vous ?

Généralement je dirais que ceux qui analysent et proposent ces nominations au chef de l'Etat sont des gens qui n'aiment pas le président Paul Biya. Je le dis parce que s'ils aimaient le président Paul Biya, ils auraient fait un effort dans le sens de la politique de l'apaisement et non la politique de l'exclusion. Ce n'est pas bien pour notre démocratie, ce ne l'est pas davantage pour l'unité nationale de notre pays parce que nous sommes allés aux sénatoriales sachant bien que le Rdpc est majoritaire en terme de conseillers municipaux dans les communes de ce pays. Nous y sommes allés pour promouvoir la démocratie et non faire du mal à qui que ce soit. Voilà que la promotion de la démocratie est devenue une situation de haine. Par conséquent ceux-ci doivent demander pardon au chef de l'Etat qu'ils ont mal géré la crise anglophone qui est incontrôlable et ils ont également mal géré la nomination des Camerounais au sénat parce que sur les 9 partis politiques qui ont pris part aux sénatoriales, 2 sont dirigés par des anglophones, en l'occurrence le Sdf et l'Udp. Aucun militant de ces deux partis n'a été nommé. Ce qui signifie qu'ils sont contre les partis politiques anglophones ce qui n'est pas bien pour notre pays.

Votre formation politique fait également partie de la majorité présidentielle. Est-ce à dire que cet acte peut être considéré comme un reniement de cette alliance Udp-Rdpc ?

La majorité présidentielle est un ensemble de

partis politiques qui ont œuvré pour l'élection du président à la magistrature suprême. Ceci est différent. Nous n'avons rien contre le président Paul Biya. Notre problème c'est la nomination des sénateurs parce qu'on ne peut compromettre le sénat où le président de la République a le pouvoir de nomination de 30 sénateurs en nommant majoritairement les militants du Rdpc et quand il faut nommer ceux de la majorité présidentielle on lèse les anglophones.

Quels sont vos attentes à la suite de cette sortie musclée ?

La vie continue, nous allons continuer à travailler pour l'unité, la prospérité de notre pays. Mais nous demandons au chef de l'Etat de sanctionner ces personnes qui ont analysé et soumis ces nominations à sa discrétion parce que ce sont des gens qui ne l'aiment pas et n'aiment pas l'unité de ce pays.

Une information circule faisant état de ce que les partis politiques qui ont pris part aux sénatoriales n'ont reçu le moindre radis pour la campagne. Vous confirmez ou infirmez ?

Je confirme du moins en ce qui me concerne, l'Udp, jusqu'à ce jour (17 avril 2018 Ndlr) n'a pas reçu l'argent de campagne alloué par le gouvernement aux partis politiques qui ont pris part aux sénatoriales du 25 mars 2018. Je ne comprends pas comment le chef de l'Etat peut insinuer de débloquent 200 millions pour les partis politiques engagés dans les élections, argent supposé être divisé en deux tranches ; une avant le scrutin, l'autre après et jusqu'à nos jours aucun franc n'a été viré dans le compte bancaire de l'Udp. J'ai appris que le Sdf et les autres n'ont également rien reçu. Je demande au chef de l'Etat de mener une investigation et de sanctionner ceux qui sabotent la démocratie dans ce pays.

Entretien mené par Donat SUFFO

PRÉSIDENTIELLES 2018

L'Undp au bord de l'implosion

Au moment où les différents états majors des partis politiques mettent en avant leur champion pour les batailles électorales à venir et surtout les présidentielles, le parti de Bello Bouba Maïgari est saisi par un mutisme qui divise profondément ses militants à la base

En début d'année, à la présentation des vœux au chairman de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp), les militants ne sont pas passés par quatre chemins pour exprimer leur souhait de voir leur champion se présenter comme candidat aux élections présidentielles de cette année. Ce jour-là, tout déterminé, Joseph Zibi, membre du comité central du parti par ailleurs porte-parole des militants s'était adressé à Bello Bouba Maïgari en des termes les plus clairs « *monsieur le président national, les militants sont prêts à affronter toutes les élections, même les présidentielles. Tout parti vit de sa mystique et meurt de sa propre politique. Vous êtes un sage de la nation, orientez-nous et nous vous suivrons vers le pouvoir. Nous pensons que la mangue est déjà mûre, il faut la cueillir* ». En guise de réponse, le fondateur de ce parti avait déjà commencé à semer ou à entretenir la confusion dans l'esprit de ses fidèles en déclarant au grand ahurissement de ces derniers que « *être candidat ne dépend pas de lui mais du comité central de son parti politique* ».

Cette réplique du président Bello dès le début de cette année a soufflé comme un esprit de suspicion au sein de la maison Undp. Beaucoup de ses militants ne se cachent plus pour dire qu'ils sont dans l'un des plus grands partis du Cameroun



et doivent de ce fait, aller à la conquête du pouvoir. Dans la logique de cette famille politique, et surtout de son chef, il faut d'abord se préparer pour les législatives et les municipales pour mieux jauger sa capacité de mobilisation au niveau national. Un des membres du parti qui requiert pour l'instant l'anonymat, lance désabusé : « *Si le président ne veut pas y aller, alors nous on va foncer* ». Et il précise, qu'il n'est pas le seul à penser de la sorte. « *Aujourd'hui, la question qui me*

tenaille est de savoir en combien de morceaux notre parti peut s'éclater si notre président décide encore de rouler pour le Rdpc aux présidentielles. » Renchérit-il.

Bello Bouba et les positions figées

Déjà en 2004, Bello Bouba ne s'était pas présenté comme candidat aux élections présidentielles. Il avait battu campagne pour le Rdpc du candidat Biya dans le cadre des accords qui lient les

deux formations politiques. A la sortie du bureau de vote, répondant à la question d'un journaliste qui lui demandait sous forme de reproches le fait qu'il soit dans une alliance contre-nature avec le Rdpc, il dira tout simplement : « *J'ai souvent entendu cette expression « contre-nature ». J'aimerais vraiment savoir ce qu'elle recouvre. En politique, aucune position n'est figée. C'est d'une touchante naïveté de penser que les oppositions seraient figées en politique.* »

En 2011, Bello Bouba Maïgari continuera avec la même stratégie de battre campagne pour le président Biya. Alors que l'opinion s'attendait à le voir rentrer sur la pelouse pour mouiller le maillot aux couleurs de son parti, il décevra les attentes de l'opinion et même d'une frange importante de sa base. En fait, légaliste à souhait, l'ex tout premier ministre de Paul Biya, tient à respecter probablement les termes de la plateforme de la collaboration avec le Rdpc au pouvoir. La difficulté majeure vient précisément de ce que les militants à la base ne comprennent pas toujours le libellé de cette plateforme. Déjà en 2011, plusieurs militants à la base de l'Undp promettaient en coulisse de voter pour l'opposition.

L'Undp aujourd'hui est à la croisée des chemins, parce qu'il fait partie des associations politiques ayant marqué d'une empreinte indélébile, la période douloureuse de l'enfantement de notre démocratie, à sa place dans le paysage politique national. C'est du rôle de la presse de sonner l'alarme à l'endroit de ceux qui président aux destinées de cette formation politique. Que les propos de Joseph Zibi, membre du comité central de l'Undp sont édifiants dans l'esprit de la production de cet article : « *Tout parti vit de sa mystique et meurt de sa propre politique.* »

Léopold DASSI NDJIDJOU
(Stagiaire)

CRISE ANGLOPHONE

« La violence n'est pas la solution », disent les évêques

L'assemblée plénière des évêques du Cameroun s'est tenue du 8 au 14 avril à Yaoundé. À l'issue de ces travaux, les évêques ont, une fois de plus, lancé un appel pour la paix, la sécurité et la fin des violences dans les régions anglophones du pays.

Au terme de leur assemblée plénière qui s'est déroulée du 8 au 14 avril, les évêques camerounais sont revenus sur la crise sociopolitique qui secoue, depuis octobre 2016, les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. « *Comme nous le savons tous, il y a un climat de violence qui règne dans cette partie du pays. Des individus brûlent des villages, détruisent des biens et tuent des citoyens, a déploré Mgr Michael Miabesue Bibi, évêque auxiliaire de Bamenda, chef-lieu de la région du Nord-Ouest. De ce fait certaines personnes fuient leurs villages. Une bonne partie a trouvé refuge au Nigeria voisin. D'autres ont été accueillis par des voi-*



sins ou des familles habitant les zones sécurisées.

Les activistes de ces régions de l'extrême ouest du Cameroun reprochent au gouvernement de marginaliser leur zone.

La crise s'est installée après des revendications d'avocats et enseignants anglophones. Ceux-ci se disaient marginalisés et dominés par le système législatif et éducatif francophone, qui prévaut partout ailleurs dans le pays. Ces protesta-

tions ont débouché sur des grèves puis dégénéré en affrontements meurtriers entre les forces de sécurité camerounaises et les partisans d'une sécession des régions anglophones.

La violence n'est pas la solution

« *Les évêques (...) ont estimé que la violence n'est pas la solution pour résoudre la crise, a encore commenté Mgr Michael Miabesue Bibi. Il est clair que si on commen-*

ce par résoudre un problème par la violence, elle va s'enliser. Il faut qu'on ait la paix pour qu'il y ait la paix, la justice et la réconciliation. Au Cameroun, nous devons continuer à vivre comme une famille. »

Les évêques camerounais ont également appelé au dialogue et à la prière. « *Les enfants doivent aller à l'école. Si la situation demeure ainsi, il sera difficile de faire fonctionner les écoles dans les régions du Nord-Ouest et du*

Sud-Ouest », ont-ils plaidé.

Nouveau nonce

En marge de cette rencontre des évêques camerounais, Mgr Samuel Kleda, archevêque de Douala et président de la Conférence épiscopale, s'est félicité de la nomination par le pape François de Mgr Julio Murat, nouveau nonce apostolique au Cameroun. De nationalité turque, Mgr Julio Murat remplace Mgr Piero Pioppo, l'ancien nonce nommé en Indonésie.

Poursuivant son propos sur d'autres questions qui préoccupent l'Église camerounaise, Mgr Samuel Kleda a appelé « *à une mobilisation des énergies pour une prise en compte efficiente des aspirations des jeunes camerounais en lutte avec les dures réalités de la vie* ». L'année 2018 étant une année d'élections présidentielles, le président de la conférence épiscopale du Cameroun a demandé à tous les Camerounais de se mobiliser « *pour choisir les hommes et femmes en mesure de se mettre au service du bien-être de tout le peuple* ».

Jean-François Channon

IMPORTATION DU SUCRE

Les employés de la Sosucam veulent boycotter la fête du Travail

C'est le contenu du message d'une correspondance signée du président du Syndicat d'action pour le progrès et la justice sociale des travailleurs du secteur agricole et activités connexes de la haute Sanaga (Sapjustsaac) et adressée au Premier ministre le 17 avril 2018, au sujet de la situation de crise de mévente que traverse une fois de plus la Société sucrière du Cameroun

C'est peut être l'adage populaire qui dit que : « quand c'est trop, c'est laid » qui a guidé la démarche entreprise par les signataires de ce pamphlet parvenu à la rédaction du Messenger. Pour la nième fois, la Sosucam se trouve dans une situation de contrebande, de contrefaçon et d'importation massive de sucre. Cette situation qui plombe non seulement les ventes du sucre, mais, fait vivre le martyr aux ouvriers. C'est donc las de supporter un tel calvaire, que le Sapjustsaac, par la voix de son président Emmanuel Tich Ndong et conjointement avec l'aval de la Confédération des syndicats indépendants du Cameroun (Csic), a trouvé judicieux d'écrire au Premier ministre, Yang Philémon, pour lui témoigner tout le désarroi qu'ils éprouvent eu égard des mesures prises jadis par le Gouvernement par le passé pour essayer de résoudre leurs précédentes situations de crise.

« Suite aux multiples situations de crises précédentes, nous avons cru par rapport aux multiples mesures et réformes instruites par le président de la République et vous-même, que nous étions définitivement sortis de crise et des désagréments que nous subissions par le passé. Grande est notre surprise



aujourd'hui que nous nous retrouvions encore dans cette situation en pleine campagne sucrière avec les magasins pleins à craquer, ne pouvant écouler nos produits et la menace d'arrêt prématuré des usines », écrit-il. La mévente, cause principale de l'arrêt des usines, entrainera assurément des effets catastrophiques à l'entreprise sur plusieurs plans. Normal, vu qu'il n'y aura plus d'activité ni d'entrée financière. Primo, explique-t-il, sur le plan cultural, durant la campagne les cannes subissent un processus de maturation pour stabiliser la richesse en sucre pour une période donnée où la canne sera coupée ; or en arrêtant les usines, ces cannes qui sont traitées sur des milliers d'hectares pour être récoltées seront une perte énorme pour l'entreprise. Secundo, sur le plan investissement, la Sosucam en tant que société avant-gardiste avait entrepris les extensions des champs et s'est même lancée dans le domaine de l'irrigation, projet qui s'élève à plus de 120

milliards de F.cfa, ceci pour parer au changement climatique et pallier ainsi à la demande en sucre du marché national. Lors des précédentes crises, une commission interministérielle s'était rendue sur les sites afin de palper du doigt les réalités de cette grande société citoyenne.

En attendant l'arbitrage du Pm

Tercio, sur le plan social, le bassin de l'emploi de la Sosucam qui a procédé à l'externalisation de certains métiers est de plus de 8000 employés. Elle a même eu à revaloriser certains travailleurs méritants et procéder à une augmentation générale pour l'ensemble de ses 6000 travailleurs. A ce jour, c'est l'ensemble du bassin d'emploi de la Sosucam qui vit dans une grande inquiétude suite à certaines mesures qui pourront être prises par l'entreprise si des solutions salvatrices ne sont pas prises pour sauver l'entreprise et les emplois. C'est à ce titre que

le Sapjustsaac pense qu'il faudrait considérer les memoranda déposés par leurs soins il y a 2 ans dans les services de la Primature faisant un état mal-

encontreux à la fois de mévente et externalisation, voire suppression d'emploi. Ainsi, il serait donc judicieux de trouver une solution définitive pour préserver cette industrie locale, vu la politique nationale de la promotion de l'emploi impulsée par Paul Biya.

Devenue une affaire très récurrente et cyclique, le syndicat pense que c'est à dessein que la Sosucam se retrouve toujours dans ce cercle infernal. Car l'importation du sucre qui devrait se faire en concertation de la Sosucam qui fait partie de la commission de régulation du sucre sur le marché, devrait être effective et les résolutions qui avaient été prises à cet effet devraient être appliquées. Face à l'épée de Damoclès qui tourne sur leurs têtes et de la précarité de leurs emplois, en prélude à la fête du travail qui se tiendra le 1^{er} mai prochain, au cas où une solution n'aurait pas encore été prise pour résoudre leur préoccupation, le Sapjustsaac prévoit de ne pas prendre part à cette commémoration, et promet de rester dans leurs bourses de travail. A suivre !

Rostand TCHAMI (Stg)

Il faut sauver la Sosucam

Sosucam a franchi la cote d'alerte ! A ce jour, les stocks de produits dans les usines de la société que dirige Louis Yinda s'évaluent à plus de 45 000 tonnes, soit trois mois de couverture de la demande locale. Le plus grave c'est que les importateurs camerounais tirent au maximum profit d'un contexte de surproduction mondiale qui a fait chuter de près de 40% les prix du sucre à l'international. Une situation qui date de 2014. Suffisant donc pour que le conseil d'administration crie au scandale : « nous sommes envahis par des importations des sucres en provenance de la zone hors Cemac », s'alarment les dirigeants de la structure dans un communiqué du conseil d'administration tenu le 28 mars dernier. Poussés dans leur dernier retranchement, les administrateurs menacent de fermer les portes de la structure avant la fin du mois d'avril courant, si rien n'est fait. Selon les acteurs de la filière, la quantité de sucre actuellement stockée au port de Douala serait estimée à 10 000 tonnes. En outre, la violation des autorisations se fait aussi à travers hors délais, lesquelles précèdent de la spéculation sur les cours internationaux et perturbent le marché local en temps d'abondance de la production locale. Un caillou dans la chaussure du gouvernement.

C.T.

VILLAGE DIBENG

L'appel au dialogue et à la paix

Lors de la première réunion de prise de contact qu'il a organisé samedi, 14 avril dernier, à Dibeng, SM Maurice Matanga a invité ses sujets à enterrer la hache de guerre et à œuvrer pour le développement de leur contrée.

Comme toutes les rencontres des fils et filles de ce village, c'est la cour de l'école publique de Dibeng qui a servi de cadre à cette première réunion de prise de contact qui s'est tenue samedi, 14 avril dernier. Réunion à laquelle, les fils et filles et autres forces vivent de ce village situé dans l'arrondissement de Yabassi ont massivement répondu présents. Placée sous le signe de la paix, ce premier contact avec ses sujets, avant son installation officielle, était l'occasion pour le nouveau chef de laver le linge sale en famil-



le, après les événements malheureux qui ont émaillé le processus de désignation du nouveau monarque. Lors de sa profession de foi devant ses « convillageois », Maurice Matanga avait promis de rassembler tous les fils et filles de ce village. Ainsi, tout au long de la réunion, il a été ques-

tion de paix, de dialogue et de réconciliation. « Je vous supplie mes frères et sœurs, chers parents, chaque jour, priez pour la paix. Priez pour que l'amour et le pardon revienne dans l'esprit et les cœurs des fils et filles de ce village », a exhorté le nouveau chef du village Dibeng.

Il a également été question du développement de Dibeng. D'un ton ferme, le nouveau chef a sonné la fin de l'exploitation anarchique des essences forestières qui constituent la principale richesse du village. « Les compteurs sont désormais à zéro. Les essences forestières qui restent dans la forêt seront identifiées, répertoriées et valorisées. Les revenus seront reversés dans la caisse de développement », a-t-il indiqué. Avant d'ajouter « le développement doit être la priorité des fils et filles de Dibeng ». Dans sa feuille de route, le nouveau chef œuvrera pour la sécurisation du patrimoine foncier à travers l'établissement d'un titre foncier communau-

taire. Une nouvelle acclamée par tous. S'en est suivie une séance d'échange, qui a permis aux participants d'exprimer leurs attentes.

Malgré quelques incidents enregistrés au début de la réunion du fait de quelques manifestants isolés, la réunion s'est déroulée jusqu'à la fin. « La réunion s'est bien déroulée. En dehors de certains manifestants qui sont venus avec l'intention de perturber la réunion, nonobstant les mesures de sécurité qui ont été prises. Nous avons placé cette réunion sous le signe de la paix et du vivre ensemble. Ensemble nous avons défini les bases du développement de notre village. Et vous constatez que les participants ont adhéré à cette philosophie. Nous devons œuvrer pour le développement de Dibeng. Cela ne peut être possible que dans la paix », a-t-il conclu.

Blanchard Bihel

MISÈRES

Yaoundé ou les tranches de vie dans les « Elobis »



Ces quartiers malfamés de la capitale politique sont les lieux par excellence où cohabitent allégrement insalubrité, promiscuité, insécurité, instabilité et mépris des règles d'hygiène. Ce, sous le regard indifférent des pouvoirs publics qui n'ont initié aucune action dans le but de remettre de l'ordre dans ces bidonvilles en plein cœur de la ville.

1-Mokolo-Tsinga: les bonnes recettes de l'insalubrité

C'est une forte odeur de fosses septiques qui accueille le reporter en cet après-midi d'avril au quartier Mokolo-Elobi, une bourgade située en contrebas du très populaire marché Mokolo. On dirait un mélange de produits avariés, d'urines, d'œuf pourris ; le tout saupoudré de tubercules en putréfaction. Des effluves qui deviennent plus incommodes au fur et à mesure que le visiteur sillonne les allées étroites qui séparent les habitations construites pour la plupart en terre battue ou simplement à l'aide de vieux fûts. Les rigoles qui longent ces maisons débordent d'immondices de toutes sortes. La forte pluie qui s'est abattue sur la ville la veille, a transformé l'entrée des maisons ou ce qui en tient lieu ici en réceptacle.

Vieilles corbeilles de tomates pourries, déchets issus de ménages et corps d'animaux domestiques en décomposition ont suivi le courant des eaux torrentielles pour échouer devant ces domiciles de fortune. Chose curieuse, ce sont quatre piquets entourés de sacs en tissu qui font office de toilettes. Ici, on prend son bain et on fait ses besoins dans un espace commun. Les eaux issues de ces « toilettes traditionnelles » se frayent elles aussi un chemin devant la cour de la plupart des logis. Non loin de la « pharmacie Elobi », des tas d'excréments et de feuilles mortes baignent dans des flaques d'urines. Un inconfort dont les populations ont fini par s'y habituer. La preuve, on voit des familles déguster sans se gêner leur repas de midi ou faire la lessive ou la vaisselle à proximité de cette saleté.

Au quartier Briqueterie à « Tsinga Elobi », c'est le même cliché. Entre promiscuité, insalubrité et insécurité, il faut s'armer de sang froid pour se promener

parmi les innombrables habitations qui fourmillent cette banlieue séparée par deux routes bitumées d'où sont nés les noms dudit quartier (Nouvelle et ancienne route Brique Ndlr). Que dire du « marché du charbon » qui sert de frontière entre Mokolo-Sapeurs et la Briqueterie ? Ici, boyaux de volaille, détritrus d'oignons, ails et divers débris flottent à la surface d'une eau stagnante dont l'odeur répugne. Mouches et asticots ont fait du mélange leur refuge. Malgré les efforts multiples des commerçants pour « chasser » ces parfums, rien n'y change. L'atmosphère devient alors invivable lorsque le soleil commence à poindre à l'horizon. A ce moment, les odeurs deviennent si fortes qu'elles peuvent rendre malades les personnes à l'odorat fragile. Cette situation est plus grave dans les toilettes construites à proximité des restaurants de fortunes éparpillées dans les domiciles situés au voisinage du marché. Pire, sous les morceaux de planches où sont posés les repas et le couvert, des eaux usées ruissellent allégrement.

Au quartier Etoug-Ebe, situé dans l'arrondissement de Yaoundé VI. Même les fous, pourtant habitués aux odeurs pestilentielles et aux relents de poubelles ont du mal à supporter les effluves qui se dégagent des bouches d'égout qui jonchent les routes escarpées qui conduisent dans ce « petit village malfamé ». Que l'on soit à moto ou en taxi, il faut faire preuve d'un courage surhumain pour faufiler dans ces pistes abruptes sans éprouver l'envie de vomir sur le champ. Sur ce qui tient lieu de chaussée, deux bouches d'égout laissent couler des liquides verdâtres qui inondent en permanence le bitume. L'odeur insoutenable qui s'y dégage empoisonne l'atmosphère. Pour qui veut passer, il faut se boucher les narines sinon, bienvenue les senteurs. Du coup, les marchandises étalées à proximité sont à la merci des mouches et des eaux sales. Les passants ne sont pas en reste. Les commerçants de ce marché périodique eux ne savent plus à quel saint se vouer. « Cela va bientôt faire dix ans que ça dure. Depuis 2009, où nous avons fait pression sur les responsables de la mairie de Yaoundé 6, ils ont fait la sourde oreille. Les excréments ont coulé pendant trois mois, puis l'écoulement s'est arrêté en saison sèche. Avec les pluies de juillet dernier, ça a recommencé », tempête une vendeuse de vivres frais.

2-Carrière-Etam Bafia, le chemin de croix vers l'eau potable

Dans ces deux quartiers situés respectivement dans les arrondissements de Yaoundé 2 et Yaoundé 4, trouver de l'eau potable relève du surnaturel. Au quartier Carrière par exemple c'est un véritable parcours du combattant. Non seulement il faut parcourir des dizaines de kilomètres pour trouver un point d'eau ; plus dur il faut attendre près d'une heure voire plus, pour réussir à faire le plein de quelques bidons d'eau, qu'il faut ensuite pousser dans une brouette ou un porteur tout sur le chemin retour. Pour cela, les jeunes du quartier doivent se lever de bonne heure pour s'y rendre afin de cueillir le précieux liquide, question de faire vite pour être en route pour l'école avant 7h. A l'intérieur de l'un des rares puits qu'on rencontre ici, feuilles mortes d'arbres, cohabitent avec d'autres déchets transportés par le vent et les eaux de ruissellement. En fait, la qualité de cette eau est le cadet de tous les soucis. Les habitants se contentent seulement de l'avoir, faute de mieux. « A défaut de ce qu'on veut, on se contente de ce qu'on a », se console-t-ils.

En saison sèche se lamentent les populations d'Etam Bafia, c'est plus grave. Les puits ou ce qui en tient lieu sont secs et les quelques forages où elles se ravitaillent souvent baissent de volume. La rareté de l'eau contraint alors les habitants qui ne peuvent pas faire des forages à déboursier de grosses sommes d'argent pour avoir accès au précieux liquide. L'eau devient alors une question de gros moyens financiers ; le « distributeur » se pliant au plus offrant. « Depuis deux mois, nous nous faisons alimenter par un voisin, cadre d'administration à qui nous avons versé une somme de 150 000 Fcfa avant tout branchement et 10 000 Fcfa tous les mois », explique une habitante.

Au quartier Madagascar, les vendeuses de nourriture pour qui le cholera, la dysenterie, la typhoïde et les autres maladies hydriques ne dit pas grand-chose continuent de vendre les repas aux clients dans un environnement où odeur fétide et insalubrité se discutent la vedette. D'autres préparent même ces repas au mépris des règles d'hygiène. Que dire de ces usagers qui empruntent le trajet Mbankolo-Carrière ? Au quotidien, ceux-ci transportent sous leurs chaussures ou sur leurs vêtements des eaux souillées. S'il arrive qu'un malade souffrant du choléra défèque et que ces selles qui suivent le canal de ces égouts viennent à rejaillir en surface comme c'est le cas pour nombre de ménages, le pire serait inévitable. Tous les ingrédients sont réunis pour que les populations riveraines soient exposées aux maladies hydriques,

principalement à l'épidémie de choléra. Car lorsqu'on sait que l'une des voies de transmissions de cette maladie est l'eau sale, on est inquiet quant au sort de ceux qui achètent les denrées vendues à proximité de ces bouches d'égout ou encore pour ceux qui consomment l'eau (d'origine douteuse) en sachet.

3-Elig-Edzoa-Bonas: l'axe lourd de la promiscuité

Au quartier « Bonamoussadi » communément appelé « Bonas », c'est le royaume du surpeuplement. Ici, les mini-cités se comptent par milliers. Il s'agit pour l'essentiel, des mini-cités privées ou conventionnées, des habitations ordinaires ou se côtoient plus ou moins allègrement étudiants des facultés et des grandes écoles, élèves, commerçants, travailleurs... bandits de grand chemin. En un mot, la concentration humaine est forte dans ce quartier qui jouxte la cité-universitaire ou le campus de Yaoundé I. Les activités commerciales sont multiples. A preuve, le business des appareils électro-ménagers, ordinateurs, lecteurs de musique, meubles, vêtements, les victuailles et même des véhicules à la côte. Ici, témoigne Moussa Fataou, « il existe des démarcheurs capables de vous délivrer visas, passeports, cartes nationales d'identité, acte de naissance, faux ou authentiques documents administratifs... ». Vivre à Bonas demande aussi à s'accommoder à l'insalubrité.

Constitué pour la plupart des personnes de situation sociale inconfortable, le quartier Elig-Edzoa, qui jusqu'en 1963 tenait lieu de village aux familles Ndong, Mvog Atémengue et Ba'aba, présente un cliché affreux. Quelle que soit la saison, l'usager des ruelles de ce bloc doit faufiler à côté des eaux souillées et stagnantes qui inondent le passage. Non sans ventiler des odeurs nauséabondes. Une situation favorisée par le bouchage des rigoles qui, à les voir, semblent n'avoir jamais été curées. Une petite broussaille côtoie presque chaque habitation, favorisant l'épanouissement des souris, rats et toutes autres sortes de rongeurs et reptiles qui se baladent à tout moment de la journée, sans être inquiétés. C'est à croire qu'ils font déjà partie des habitants du quartier. La condition marécageuse (en temps de pluies) du secteur n'arrange rien à cette situation malheureuse qui vient se greffer à l'indifférence des pouvoirs publics qui n'ont trouvé mieux qu'à faire que de baptiser le coin de « zone fortement criminogène ». Et puis quoi ?

Christian TCHAPMI

CAMEROUN

Seulement 91 047 poches de sang collectées en 2017

D'après des estimations, près de 30 000 poches ont été détruits après analyse pour la sécurité du malade. Soit à peu près 63 000 ont été servies.

Cette année encore, le Cameroun dans le domaine de la transfusion sanguine n'a pu satisfaire à la demande de sa population. Selon les statistiques émanant du Programme national de transfusion sanguine, seulement 91 047 poches de sang ont pu être collectées en 2017 pour une attente estimée à 400 000 par an. Une nette augmentation par rapport à l'année 2016 où 82 661 poches de sang ont été collectées dans toutes les banques de sang dont 67 000 servies aux patients demandeurs. Pour l'année écoulée, le déficit s'élève à 308 953 poches de sang. Ce gap est encore plus énorme quand on sait que 20 à 30% de cette collecte est perdu après analyse et autres tests qui garantissent la sécurité chez le patient receveur.

Au Cameroun, déplore Dr



Appolonie Noah Owona, Secrétaire permanent du Pnts, « Plus 95% de ces poches de sang sont issues de donneurs de remplacement. C'est-à-dire, des personnes qui ont un malade à transfuser d'urgence. Car, il faut impérativement des donneurs.

Soit seulement 5% donne spontanément. Mais il y a un fort taux de destruction de ce sang. Et cela a un coût ». Les Camerounais n'ont donc pas encore intégré la culture du don spontané. Cette situation a des répercussions sur le coût de cession de la poche de

sang au patient. De manière générale, il varie entre 14 000 et 60 000 Fcfa, lorsque la formation sanitaire, surtout dans le privé, exige une caution pour des demandeurs en panne de donneur de remplacement.

« Si on avait 100% de donneur

bénévole, on pourrait donner du sang gratuitement ou tout au moins réduire considérablement le coût », soutient Dr Noah. Au Burkina Faso par exemple apprend-on, on est à 100% de donneur bénévole. Aussi le don de sang au receveur est gratuit. Aujourd'hui de nombreuses opportunités s'offrent aux citoyens de sauver des vies à travers le don bénévoles du sang. Outre les hôpitaux, des campagnes de collecte sont organisées en ce moment. C'est le cas de la collecte prévue ce samedi 21 avril à l'École des sciences de la santé de l'Université catholique d'Afrique centrale, campus situé face Croix rouge de Yaoundé. Selon les médecins, les anémies sévères sont la première cause de mortalité dans le paludisme. Par ailleurs, la transfusion sanguine représente la seule chance de survie pour des personnes atteintes de certaines maladies, ou des accidents graves. Or, il n'y a pas de sang dans nos banques de sang. Conséquence, cette denrée vitale n'est pas toujours disponible lorsque le besoin se présente.

Nadège Christelle BOWA

DR PATRICK NGOU

« Plus de 200 fois, j'ai dû annoncer à un parent que son enfant allait mourir »

Ce jour, s'ouvre à Yaoundé le tout premier congrès de médecine communautaire au Cameroun. Il est organisé par le Clubs des amis d'Africa-vie (Caav) et Green Heart Cameroon (Ghc) dans le sillage des 1ères journées nationales de promotion de la santé (Jnps) démarrées le 14 avril dernier sous le thème « Santé par tous ». Un slogan qui contraste avec celui promu par les autorités sanitaires dont on tarde à voir les retombées sur les populations. L'un des promoteurs de ces journées, Dr Patrick Ngou, président de Ghc, précise les contours de cet événement, dont le clou est la campagne de don sang à collecter le samedi 21 avril 2018 sur le site du Congrès à l'École des sciences de la santé de l'Université catholique d'Afrique centrale, campus situé face Croix rouge de Yaoundé pour tenter de résoudre le déficit observer dans les banques de sang et à l'origine de nombreux décès, surtout des enfants.

Quel message voulez-vous véhiculer à travers le slogan « santé par tous » promu par votre association et vos partenaires à la faveur des 1ères journées nationales de promotion de la santé que vous organisez en ce moment à Yaoundé ?

Nous voulons faire comprendre à la population, aux malades qu'ils sont les



premiers acteurs de la santé. La population ne subie pas les soins. La raison d'être des hôpitaux, c'est les malades. C'est pourquoi, nous parlons de « santé par tous », et non de « santé pour tous ». Ce n'est pas seulement quand on est malade que nous devons rechercher l'information sanitaire. La meilleure médecine est la médecine préventive. Nous n'allons pas inventer la roue. Prévenir mieux vaut que guérir. Pour ce faire, nous voulons vraiment rapprocher davantage le corps médical de la population ; les faire sortir un peu des hôpitaux pour les amener vers la population. Ce congrès a pour objectif premier de faire comprendre à la population et aux décideurs notre vision. Que ce slogan de « santé par tous » soit considéré, et si possible accepté par tous. Ce serait une grande victoire. Pour la suite, nous ambitionnons de pouvoir organiser de pareilles journées dans toutes les spécialités, tous les domaines de la santé. C'est de pouvoir faciliter l'accès à l'information sanitaire.

Quel est le problème que vous espérez résoudre en promouvant ce nouveau slogan en remplacement de l'ancien qui était « santé pour tous » ?

Cette question m'amène à vous parler de ma petite expérience en tant que

médecin. Je suis pédiatre et cela fait sept (07) ans que j'exerce. Et en 07 ans, j'ai vu plus de 200 enfants mourir. Ça veut dire que plus de 200 fois, j'ai dû annoncer à un parent que son enfant allait mourir. Pour nous, c'est grave ! La première cause de mortalité que nous avons constaté, c'est le retard de prise en charge. On a des enfants qui meurent de paludisme, de diarrhée...qui sont pourtant des maladies évitables et traitables. Nous pensons qu'il y a un problème dans l'information sanitaire, l'action à temps. Donc l'information sera un gain de temps, un gain d'argent pour sauver des vies.

N'ya-t-il pas déphasage entre ce projet innovant et la réalité sur le terrain lorsqu'on observe un repli des médecins vers les cliniques privées ?

Nous ne pouvons pas parler de déphasage puisqu'il faut de tout pour faire une société. Il y a des médecins de santé publique par exemple qui ne sont pas dans les hôpitaux, il y a des cliniciens. Mais, c'est aussi de susciter des vocations dans le domaine de la santé communautaire. Nous ne demandons pas que tous les médecins sortent des hôpitaux, mais qu'on se rapproche encore plus des malades, qu'on ne les attende pas seulement à l'hôpital. Mais qu'on aille vers le potentiel malade. Chacun a une pierre à apporter à l'édifice de la santé. Le paludisme est la pathologie qui illustre le mieux notre slogan. On ne peut pas parler d'éradication du paludisme sans parler de la voirie municipale ; de la Communauté urbaine ; de l'urbanisme et l'habitat ; de l'éducation de base et même des médias... Chacun quelque part a quelque chose à apporter pour l'amélioration de la santé. Donc nous ne pouvons pas dire que nous ayons des cibles spécifiques.

Vous parlez des parents comme acteur de santé. Comment peuvent-ils le devenir véritablement ?

Aux urgences, on reçoit en moyenne 45 à 60 malades par jour. On ne peut donc prendre 45 minutes pour expliquer le

fonds de la maladie au parent. Surtout qu'aux urgences, nous devons régler rapidement les problèmes. Donc, nous n'avons pas toujours le temps de faire des causeries. Le premier médecin de l'enfant c'est le parent. Si nous donnons l'information aux parents surtout en passant par les médias de masse, nous pensons pouvoir atteindre nos objectifs plus rapidement.

Pour terminer, quels sont les axes du 1er congrès de médecine communautaire qui s'ouvre ce jour ?

Nous sommes restés au maximum dans notre concept de « santé par tous ». Trois activités majeures qui sont organisées. La première est la campagne de santé qui a eu lieu samedi à l'hôpital de district de Soa avec l'association Ascovime du Dr Bwele ; où nous avons soigné gratuitement 700 patients, effectué 14 chirurgies, offert des soins dentaires et pédiatriques, distribués des médicaments gratuitement aux populations. Même le cahier, ils n'ont pas acheté. En plus de cela, nous avons fait beaucoup de causeries éducatives. C'est vraiment le corps médical au contact de la population. Ceci dans une ambiance bon enfant. Pour la suite, nous avons le congrès scientifique qui dure trois jours, du mercredi 18 au vendredi 20 avril. Ce congrès porte sur le paludisme de l'enfant dans tous ses états. Les associations qui font dans la promotion de la santé sont représentées. L'activité qui clôture le congrès est le don de sang. Puisque nous savons que la première cause de mortalité dans le paludisme, c'est les anémies sévères. Or il n'y a pas de sang dans nos banques de sang. Donc, le médecin sera limité à un moment ou à un autre et il aura sur lui la responsabilité de dire au parent que son enfant est décédé alors qu'il n'est pas responsable du décès. Là encore, nous montrons que c'est le camerounais lambda qui vient à la banque de sang donner de son sang qui sauve des vies.

Réalisée par
Nadège Christelle BOWA

CRISE ANGLOPHONE

Les petites solutions du gouvernement



630 contrats signés pour l'immatriculation des instituteurs et 827 actes signés pour le compte des Ivet, la 8^{ème} session du comité interministériel chargé d'examiner et de proposer les solutions aux préoccupations soulevées par les syndicats des enseignants a rendu sa copie ce 12 avril 2018.

C'est une bonne nouvelle pour les Instituteurs vacataires de l'enseignement technique (Ivet). A la date du 12 avril 2018, la 8^{ème} session du Comité interministériel chargé d'examiner et de proposer des solutions aux préoccupations soulevées par les syndicats des enseignants a rendu publics ses statistiques. Il ressort que : pour ce qui est des immatriculations des instituteurs, sur 885 dossiers déposés, plus 630 contrats ont été signés dont 541 déjà notifiés aux intéressés. Pour ce qui est de la prise en charge des Instituteurs Vacataires de l'enseignement Technique(Ivet), 2350 ont été déposés, et seuls 1438 ont été retenus pour traitement. Face à la qualité de travail déjà produit par le secrétariat technique du comité interministériel en charge d'examiner et de proposer les solutions aux préoccupations soulevées par les syndicats des enseignants, le forum National de l'Éducation s'est dit satisfait. Il a par la suite, procédé à la validation des documents soumis à son examen.

Revendications

Les travaux étaient présidés par le ministre de l'Enseignement Supérieur, le Pr Jacques Fame Ndong. Prenaient aussi part aux travaux, le représentant du premier ministre et les ministres de l'Éducation de base, des Enseignements secondaires, de l'Emploi et de la formation professionnelle, de la Fonction publique et de la réforme administrative, ainsi que des présidents des Syndicats des enseignants des deux sous-systèmes francophone et anglophone. La grève des enseignants a débuté le 08 décembre 2016 à Bamenda. A l'origine, des enseignants anglophones des régions de Bamenda et de Buea protestaient contre la dominance de leurs homologues francophones dans l'éducation, et surtout dans leur Nord-ouest et Sud-ouest natales. Face à la revendication, le gouvernement a apporté un certain nombre de solution, dont le recrutement de 1000 jeunes diplômés bilingues dans la Fonction publique. Les filières techniques concernées sont : l'électronique, l'installation sanitaire et maintenance des équipements médico-sanitaires. Quant-aux filières scientifiques, sont intégrées la chimie, la physique et l'informatique, entre autres. Le recrutement était ouvert aux Camerounais bilingues de deux sexes âgés entre 17 et 40 ans.

Jenner ONANA

Immatriculation des instituteurs de l'enseignement technique						
Contrats initiés	Contrats signés	Dossiers en instance	Matricules solde générés et dossiers transmis vers les administrations des utilisateurs	Contrats transmis au Minefo	Contrats transmis au Minesec	Contrats notifiés aux intéressés
885	630	31	612	282	259	541

Prise en compte des Instituteurs Vacataires de l'Enseignement Technique						
Dossiers reçus	Retournés dans les administrations d'attache	Retenus pour traitement	Dossiers traités	Dossiers déjà signés au Minfopra	Dossiers signés par le secrétaire général du Pm	Dossiers en instance du fait des avenants
2350	43	1438	1258	827	216	310

AU TRIBUNAL

Un journaliste écope de 3 ans de prison avec sursis

Le prévenu Hiol Adalbert, directeur de publication de l'hebdomadaire «Ades-Infos» a été jugé coupable des faits d'injures et de diffamation dans l'affaire qui l'opposait au ministère public et au sieur Gabriel Foka.

Le tribunal de première instance de Douala-Ndokoti en audience des citations directes des particuliers du 5 avril 2018

a été sans pitié pour le prévenu Prince Adalbert Hiol, directeur de la publication de l'hebdomadaire «Ades-Infos». Cet ouvrier de la plume écope d'une condamnation de quatre mois d'emprisonnement avec sursis pendant trois ans et à payer 300000Fcfca d'amendes. Le tribunal, composé de dame Dongfack Fleurette, la présidente, Ebelle Priso, procureur et Me Elombil Berfride, greffier, a statué publiquement, contradictoirement à l'égard des parties en matière correctionnelle et en premier ressort, a eu la main lourde.

La victime, le sieur Gabriel

Foka constitué partie civile accuse Prince Adalbert Hiol des faits d'injures et de diffamation. Le tribunal dans sa sentence déclare le prévenu coupable de ces faits portés à sa charge. Ipso facto, le condamne à payer à la victime la somme de 400000Fcfca au titre de dommages et intérêts, désigne Ades-Infos, garant des condamnations pécuniaires ainsi prononcées. Bien plus, le journaliste est condamné aux dépens de la procédure liquidés à la somme de 208000Fcfca, un mandat d'incarcération est décerné en outre contre le coupable pour la contrainte par

corps dont la durée est fixée à 18 mois. Adalbert Hiol devra publier la sentence du tribunal dans un journal officiel et rembourser la consignation versée par la partie civile.

Bon à savoir, le prévenu dispose de dix jours pour interjeter appel. Pour mémoire, le Dp Hiol n'est pas à son premier fait d'arme en matière de diffamation. Le Conseil national de la communication (Cnc) l'avait épinglé en septembre 2017 après avoir siégé à Yaoundé. Cette affaire opposait Louis Richard Njock, directeur de l'hôpital Laquintinie de Douala contre le

journal «Ades-Infos». La sanction de l'instance de régulations des médias au Cameroun suspendait ledit journal et son directeur de publication pour une durée de six mois de l'exercice de la profession de journaliste au Cameroun.

Autant dire qu'assainir le paysage et les milieux de la presse n'est pas une sinécure au regard de la fouteur de flibustiers, francs-tireurs et autres maîtres-chanteurs qui écumant ce secteur d'activités.

Alain NJIPOU

FERMETURE DE L'AÉROPORT DE DOUALA

Les compagnies aériennes réagissent

L'association des Compagnies aériennes de l'aéroport international de Douala « Aoc Douala » indique que l'audit de l'Oaci n'a pas encore eu lieu.

« Il est donc difficile et mensonger d'en donner déjà les résultats alors que les inspecteurs de cette Organisation n'arrivent que la semaine prochaine », soutient-elle. Et d'affirmer qu'il n'y a aucune corrélation entre cet audit, prévu de longue date, et la lettre de l'Aoc Douala au gestionnaire de l'Aéroport. Pour elle, « cet amalgame est préjudiciable à l'esprit même de cette lettre qui visait à provoquer une prise de conscience et une reprise en main constructive justement favorable à la bonne marche et à l'avenir de l'Aéroport de Douala », déclare-t-elle. Non sans rassurer de ce que « l'autorité de l'Aviation Civile Camerounaise et les Aéroports du



Cameroun réalisent actuellement des efforts considérables dans l'amélioration et la normalisation de la sûreté et de la sécurité de la plate-forme de Douala, efforts que l'Association veut accompagner ».

En clair, l'Oaci n'a aucun mandat pour fermer un aéroport ne faisant que des recommandations aux autorités nationales.

Le Messenger qui prend

acte des précisions de cette organisation rappelle qu'il a évoqué, sur la base de sources non officielles, une menace de fermeture et non une décision de fermeture.

Sans doute nos sources, au courant de la mission projetée de l'Oaci ont anticipé une décision qui de toutes les façons n'a pas lieu et ne serait pas du ressort de cette organisation. Nous en prenons acte

tout en nous inquiétant de la controverse sur l'état de l'aéroport de Douala tel que soulevée il y a quelques semaines par l'Association des Compagnies aériennes opérant au Cameroun. Où un projet de modernisation et d'accroissement des capacités de l'Aéroport était prêt en 2009. Les travaux devaient s'achever en 2012. Les études techniques et architecturales

avaient été réalisées par Aéroports de Paris Engineering. Elles avaient coûté prêt d'un milliard. Dix ans plus tard, l'on est au regret de constater que l'aéroport n'est toujours pas aux normes. Par la suite, l'Etat a emprunté de l'argent à l'Etat Français. Près de 30 milliards il y a deux ans seulement pour l'aéroport de Douala. On connaît la suite.

M.S.



AFRIKA OPTIC MEDICAL
Cabinet d'Optique Médical
Inscrit au tableau de l'ordre national
Conseils - Vente - Montage
Ajustage - Réparation - Entretien
SINCE 2005

BIENVENUE A AFRIKA OPTIC MEDICAL SARL

AFRIKA OPTIC MEDICAL SARL cabinet médical sis à Dombe-Kribi face témoins de Jéhovah succursale de la Direction Générale sise à Akwa carrefour salle des fêtes face ADVANS CAMEROUN (Immeuble la régionale) à Douala. Possédant l'autorisation d'exercer en clientèle privée n°148, objet de l'arrêté ministériel n°0365/AECP/MINSANTE/SG/DOSTS/SDOS/SPMS, décerné à son administrateur délégué et inscrit au tableau de l'ordre national des opticiens du Cameroun sous le n°094/ONOC. Agréé par les compagnies d'assurances et les mutuelles.

Spécialiste de la vue et des équipements optiques de tout genre.

Nos prestations : Conseils – Consultations des yeux – Vente – Montage – Ajustage – Réparation & entretien gratuit de tous vos équipements optiques (lunettes et autres).

Vous avez choisi AFRIKA OPTIC MEDICAL SARL pour vos lunettes ou vos lentilles et nous vous remercions de votre confiance. L'équipe AFRIKA OPTIC MEDICAL SARL vous garantie esthétique, confort et prix compétitifs, nous veillerons à vous offrir la meilleure qualité de service, en matière de conseils, d'entretien de vos lunettes ou de vos lentilles.

Découvrez sans plus attendre autant de preuves de notre engagement au service de ce que vous avez de plus précieux : **Votre vue.**

A très bientôt.

Info line : 237 699 67 75 94 (whatsapp)

237 675 70 04 89

Email: afrikaoptic@yahoo.fr (face book)

Le Messenger

A l'écoute du peuple

NOS ESPACES A VOTRE PORTEE

Pour vos annonces (petites ou grandes), choisissez Le Messenger dans nos formats tabloïds et PDF !

Contactez nos services aux numéros:

(+237) 677.528.757/ 699 74 86 98 /675 66 68 12/675 48 00 06

Ou envoyez à l'adresse email : lemessenger.info@gmail.com

Ou déposez-les directement :

Au siège à Douala sis Rue des Ecoles Akwa

Dans nos agences et représentations :

*Yaoundé (Montée Ane Rouge)

* Bafoussam (Immeuble Madelon)

*Bamenda (699 58 34 26)

*Ebolowa (677 30 01 86)

*Bertoua (674 02 35 43)

*Kribi (696 55 31 85)

Un personnel dévoué est à votre disposition.

Des tarifs préférentiels vous seront accordés.

La Direction

PLAIDOYER

Les jeunes avocats se font entendre

A l'occasion des Etats généraux de la profession qui se sont tenus à Yaoundé du 16 au 18 avril dernier, ils ont donné leurs avis sur la pratique du métier.

Ils l'ont annoncé. Et ils ont tenu le pari. Les jeunes Avocats des Barreaux de la Conférence internationale des barreaux de tradition juridique (Cib) ont tenu leurs Etats généraux du 16 au 18 avril 2018. Et pour la première fois, c'est un barreau africain qui a abrité les travaux. En l'occurrence le barreau du Cameroun dont la capitale Yaoundé a accueilli durant trois jours, plus de 40 jeunes avocats venus d'Afrique, des Caraïbes et des Amériques. Tous accompagnés de leurs Bâtonniers respectifs pour réfléchir sur la problématique de l'exercice professionnel du jeune avocat. « *Les jeunes avocats sont ceux du présent, mais aussi de l'avenir. Nous avons passé de bons moments d'échanges sur les entraves à l'exercice de notre profession. Et cela nous a permis de dégager des pistes*



d'amélioration de notre productivité », s'est réjoui Me Daniel Ngoss.

Les participants aux travaux des Etats généraux du jeune Avocat ont précisément planché sur quatre thématiques : L'intégration du jeune Avocat au sein d'un

Barreau et d'un Cabinet ; Quelles spécificités de l'exercice du jeune Avocat ? Le jeune Avocat, un citoyen : quelle place doit-il occuper dans la société ? Le jeune Avocat et les nouvelles technologies. Chaque atelier s'étant achevé par des propo-

sitions d'amélioration de l'exercice professionnel du jeune avocat. « *Nous avons laissé la jeune génération s'exprimer. Un exercice qui nous a permis de discuter avec eux. En espérant qu'ils ont retenu des expériences des aînés. Car, la finalité est de*

bien comprendre et retenir le rôle de l'avocat dans la société », a retenu Gaston Stanley bâtonnier à la Cib.

L'un des temps forts qui aura marqué ces Etats généraux a été la simulation d'un procès où deux équipes de jeunes avocats se sont confrontés avec force, arguments contradictoires et déploiement de leurs talents de maître de la parole. Il faut noter que c'est la première fois qu'une telle initiative est prise. Le temps souvent imparti aux jeunes avocats lors des congrès de la Cib est insuffisant. C'est le constat de l'étroitesse de cette tribune qui a conduit le Bâtonnier Ngnie Kanga à proposer à ses pairs et à la profession ces états généraux. Lui qui a souhaité « *ces trois jours pour réfléchir sur l'avenir de la profession* ». Car, il n'est pas évident que les jeunes prennent la parole entre eux pour débattre de leur profession. En tout cas, les bâtonniers présents aux Etats généraux de Yaoundé ont pris la mesure de la situation et programmer la mise en œuvre des propositions les plus pertinentes.

Achille KAMGA

DR HUBERT DÉSIRÉ MBASSI AWA

« Ce sont des réseaux qui peuvent être dangereux »

Le médecin Pédiatre-Neuropédiatre met en garde contre les messages santé sur les réseaux sociaux. Cette pratique qui promeut l'automédication peut être une source de complication voire de décès.

De plus en plus sur les réseaux sociaux, on reçoit des messages promouvant des méthodes de traitement des maladies, même celles dite incurable. Comment appréhendez ces messages ?

Pour moi, c'est quelque chose de potentiellement dangereux. Parce que la similitude c'est aux yeux du profane qui n'est pas allé au fond des choses et qui se limite à l'apparence physique d'une maladie ou des symptômes ou des signes qu'un malade présente et qu'on attribue à une maladie. Parce qu'on a l'expérience passée d'un cas qui ressemblait à ça et qu'on a traité de telle ou telle façon, on se met à traiter sans le diagnostic de certitude. C'est cela qui promeut l'automédication. Même dans les cas de diarrhée, de fièvre. On se base sur le passé et on se dit que c'est la similitude avec ce qu'on avait et on applique les mêmes traitements. Le résultat est qu'on perd le temps, la maladie s'aggrave ou alors le médicament crée d'autres problèmes et quand on arrive à l'hôpital, il est tard. Donc ce sont des réseaux qui peuvent être dangereux. Et nous ne cessons de dire aux populations de venir à l'hôpi-



tal parce que ceux qui sont les personnels de santé sont là pour les appuyer, c'est plusieurs années de formations qu'on ne peut remplacer juste par l'apparence aux yeux d'un profane. Il faut faire attention parce qu'on peut également mourir par ignorance. Nous communiquons sur cet aspect, c'est très important en pédiatrie et dans la médecine de façon générale.

D'une manière générale, ces messages font foi parce que l'on met en avant les noms de médecins parfois spécialistes de renommée internationale. Dr ou Pr un tel à l'hôpital de...aux Etats-Unis dit...

Nous médecins avons une technique, une méthodologie pour la recherche documentaire. Lorsqu'on veut avoir des informations sur les

avancées, les projets faits dans un domaine donné, nous allons vers des sites scientifiques et des sites universitaires. Nous n'allons pas dans les réseaux sociaux écouter ce que les gens ont cru comprendre en lisant tel ou tel article. Nous cherchons l'article en question et il ya ce qu'on appelle la lecture critique d'un article. Une étude peut être faite mais avec une méthodologie qui n'a pas été rigoureuse par conséquent, ces conclusions ne sont pas fiables ou pas extrapolable au reste du monde. Donc il faut avoir cet œil critique là. Et lorsqu'une information aussi stratégique est avérée, nous ne manquons pas de la vulgariser, de l'enseigner aux étudiants dont nous avons la charge pour que les populations bénéficient de ces avancées. Mais lorsque ça ne repose pas sur quelque chose de solide, nous ne pouvons pas être des pollueurs passifs ou des relais qui vont plutôt mettre en danger la vie des populations.

Ces pratiques ont le vent en poupe parce qu'elles valorisent les vertus des plantes et leur consommation à l'état naturel. Faut-il faire fi de cette médecine, la médecine traditionnelle ?

Nous ne contestons pas la réalité de la médecine traditionnelle. Mais le gros problème c'est que dans cette médecine, il n'y a pas de standardisation. Les quantités, les posologies ne sont pas les mêmes. Cela varie d'un guérisseur à un autre. Les effets secondaires ne sont pas toujours maîtrisés. Les interactions médicamenteuses ne sont pas connues. Dans les

pays qui se respectent et même en amont de toute activité pharmaceutique, on a des recherches en plante médicinale. Et une fois que les principes actifs sont identifiés, il faut faire des essais en laboratoire d'abord sur des cobayes ou souris de laboratoire, chez les animaux avant d'arriver chez l'homme. Quand on fait des essais chez l'homme, c'est que chez l'animal, ça n'a pas été une cause de décès ou de complications particulières. Et lorsque les essais chez l'homme sont concluants [...] on est parti d'un principe actif d'une plante, maintenant on est à la phase des médicaments, on reçoit une autorisation de mise sur le marché avec des indications bien précises, des posologies précises et toute une littérature qu'on retrouve dans les notices intérieures avec en plus la traçabilité des médicaments. C'est-à-dire qu'on peut à tout moment dire qu'un médicament appartient à tel lot et en cas de problème, on peut remonter et retrouver les personnes qui ont consommé les médicaments de ce lot. C'est cette sécurité dans le parcours du médicament qu'apporte la médecine moderne. Ceux des guérisseurs qui peuvent nous assurer cela, nous applaudirons des deux mains parce que nous savons que nos forêts sont riches d'une pharmacopée que seuls quelques initiés détiennent le secret. Mais il y a aussi quelques marabouts qui sont à la recherche effrénée du gain facile qui vous vendront n'importe quoi au risque de causer des complications et des décès dans la population.

Réalisée par
Nadège Christelle BOWA

Qu'est-ce qu'être Camerounais ?

PAR AMBROISE KOM*

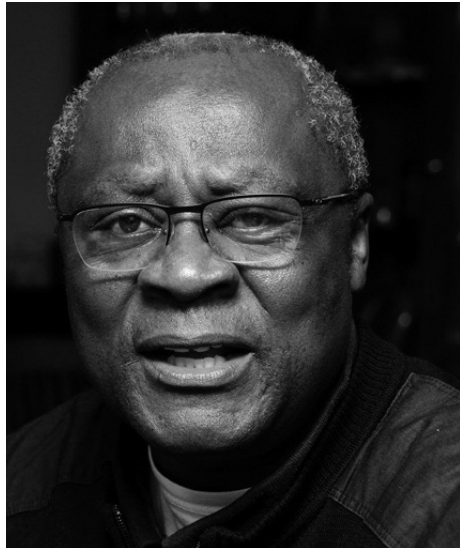
Les avis émis
dans ces pages
n'engagent que
leurs auteurs

Intellectuellement parlant, il s'agit là d'une question dont la réponse est loin d'être évidente. Il y a quelques années, on aurait pu se définir par rapport au football et aux Lions Indomptables. Mais comme les performances des Lions Indomptables n'étaient et ne sont que fortuites, tout semble s'être estompé ! Le football n'est plus véritablement un symbole de ralliement. Certes, il existe bel et bien un espace géographique et une entité socio-politique qu'on appelle Cameroun. Mais de là à déduire que ledit espace est habité par un peuple qu'on peut identifier comme Camerounais de la même manière qu'on reconnaît un peuple Français, Allemand, Américain, Algérien, Chinois, Japonais et autres, serait, de mon point de vue, aller un peu vite en besogne. Comme la plupart des espaces de la planète, les habitants d'un pays se reconnaissent dans une culture (langue nationale et autres habitus) ainsi qu'une histoire en partage. Par ailleurs, l'évolution d'un pays, quel qu'il soit, repose en général sur un modèle social identifiable. Ainsi en va-t-il par exemple des USA, pays qui s'est toujours défini comme un espace d'immigration, de langue et de culture anglo-saxonnes. L'« American Dream » adossé au libéralisme socio-économique rythme sa croissance. Même la présence de l'espagnol avec la forte irruption des latino-américains est jusqu'ici perçue essentiellement comme une contingence au niveau de la pensée dominante. Contrairement aux Américains, les Japonais se reconnaissent par leur relative exclusivité car le Japon n'est point un pays d'immigration. Que dire de la France dont nous connaissons presque intimement l'histoire du peuplement, de la construction linguistique et de la culture sociopolitique ! Certes, l'identité française, comme toute autre identité d'ailleurs est en constante mutation mais le Français se distingue de manière singulière du Britannique, de l'Allemand et même du Suisse et du Belge avec qui il partage pourtant un certain héritage linguistique. Pareil sujet peut être davantage approfondi mais on s'éloignerait passablement de la question posée.

Le Cameroun est une énigme identitaire. Son espace socio-politique est une fabrication coloniale et sa population est un agrégat d'ethnies, de langues et de cultures. Tant et si bien que les Camerounais ne communiquent entre eux qu'en ayant recours aux langues des anciens colonisateurs, langues qui semblent définir leur identité, nécessairement par défaut. Le problème fondamental du Cameroun est qu'à aucun moment, le pays n'a eu de classe politique digne de l'aider à se construire une identité nationale ou même à en poser les jalons. De 1958 à 1982, Ahidjo nous a, à tue-tête, prêché l'UNITÉ NATIONALE, tout en cognant les têtes, tout en organisant les divisions, tout en balkanisant le pays en quelque sorte, dans sa gouvernance au quotidien. N'est-il pas l'inventeur des quotas ethniques et de l'équilibre régional perçus essentiellement comme moyen d'exclusion, de marginaliser certains groupes en privilégiant d'autres comme ce fut le cas avec sa garde prétorienne ? Il justifiait les quotas par le

déséquilibre observé dans le système éducatif hérité du colonisateur. Mais ne fallait-il pas plutôt réformer l'école pour éviter le nivellement par le bas et permettre aux régions sous-scolarisées de relever leur niveau ? Sous la colonisation toutes les ethnies servaient l'État, chacune selon ses compétences, sans quota ! On se comporte dans notre pays comme si on avait inventé la prise en compte des groupes minoritaires. Les Américains pratiquent l'« Affirmative Action » depuis des lustres sans mettre en danger leur identité.

De 1982 à nos jours, le régime Biya a prôché le « Rassemblement » tout en mettant en place, à l'instar de son « illustre » prédécesseur, une extraordinaire machine à exclusion. Tout en poursuivant la politique des quotas, le régime actuel a accentué une gestion essentiellement discrétionnaire, patrimoniale et **totale apolitique** du pays. Les quelques traces naguère laissées à la compétence et à un semblant d'intégration, semblent avoir totalement disparues. Ainsi est



née une République du sauve-qui-peut, du fait d'un savant usage politique du droit qui a fait le nid de la corruption et de la débrouillardise. D'où la République des copains et des coquins, des sectes et des clans. La seule intégration visible est celle des ventriloques, des chauves-souris qui se recrutent dans toutes les régions du pays et qui s'organisent pour piller joyeusement les ressources nationales. La République se gère au jour le jour, sans grand souci de règles institutionnelles. Les règles du jeu sont désespérément floues !

Les Lutttes de libération auraient pourtant pu/dû servir de premier ciment de la camerounité. Mais le colonisateur ayant exclu et même diabolisé les nationalistes pour ensuite accorder l'indépendance à des collabos, ces derniers sont restés fidèles à leur maître et n'ont jamais remis en question l'héritage de l'ancien maître. À telle enseigne que nombre de ressortissants de certaines régions, Bassa, Bamiléké en l'occurrence, dont les parents ont lutté à mort pour l'indépendance, ont préféré jouer progressivement aux larbins pour être admis dans les cercles du pouvoir. Bien plus, pratiquement tous les héritiers intellectuels des nationalistes n'ont jamais eu grâce aux yeux du régime néo-colonial de Yaoundé. Ainsi en va-t-il des militants de la trempe de Mongo Beti, Abel Eyinga, René Philombe, etc.

Bien plus encore, l'école qui partout ailleurs dans le monde est l'espace privilégié de construction nationale et qui aurait dû être un laboratoire ou plutôt une véritable forge de la camerounité n'est plus qu'un espace de bricolage, d'improvisation qui produit des millions de débrouillards. Nous le savons tous ; si l'Allemagne est réputée pour son industrie et son imbattable prouesse technologique, c'est bel et bien le reflet de son système éducatif. La même chose est valable pour les USA dont la puissance économique et le triomphe de la voix au niveau international découlent essentiellement de la manière dont sont formés ses citoyens. Le génie britannique et son gentleman (un aussi grand pays qui vit et se gouverne sereinement sans Constitution formelle !) sont avant tout affaire d'éducation. Et que dire de la France dont nous connaissons les détails du système éducatif de la maternelle aux universités et autres grandes écoles. Au-delà de sa culture que le monde entier connaît et apprécie, la France s'est donné un modèle de construction nationale et identitaire fondé sur un élitisme qui résiste au temps et fait la fierté du peuple.

C'est dire qu'au Cameroun, nous aurions bien pu transformer l'héritage en patchwork des colonisateurs en une nation solide et prospère. Mais pour y parvenir, il nous aurait fallu une capacité à penser par nous-mêmes et bénéficier d'un leadership politique particulièrement imaginaire. Malheureusement, depuis 1958, nous avons plutôt eu affaire à un groupe d'individus qui semblent gouverner à la sauvette, c'est-à-dire sans aucun souci d'entrer dans l'histoire et de construire un projet national à la

« sustentabilité » avérée, si l'on peut s'exprimer ainsi. La preuve en est que le système colonial d'éducation n'a véritablement jamais subi de réforme d'appropriation. À défaut d'avoir une langue nationale à nous, nous aurions pu sans doute développer des langues régionales mais aussi et surtout nous appro-

prier au lieu de « mimiquer » les langues et les cultures des anciens colonisateurs pour en faire de véritables outils identitaires, moins folkloriques. Nous aurions ainsi pu transcender nos clivages ethniques et construire une hybridité positive pour aller à la conquête du monde global/postmoderne. Au lieu de cela, nous nous définissons comme anglophones d'une part et francophones d'autre part sans qu'on puisse dire véritablement en quoi notre anglophonie/francophonie est originale par rapport à celle du Canadien, du Suisse ou du Belge pour ne citer que ces quelques pays culturellement multilingues. Comme on le constate, les pays auxquels nous pouvons nous comparer nous ressemblent peu car il s'agit tous des pays industriels du nord dont le multilinguisme est revendiqué parce qu'il s'agit de langue maternelle ancestrale. Rien à voir avec le leg colonial qui est notre lot et avec lequel il nous faut vivre, bon gré, mal gré.

Imaginons que, prenant le taureau par les cornes au lendemain de la réunification, nous ayons fusionné les héritages culturels anglo-saxons et français pour ne garder que le strict essentiel nous permettant de nous gouverner et de former notre jeunesse. Nous aurions pu, dès le départ, mettre en cause le pouvoir jacobin au profit d'une administration passablement décentralisée et des gouvernements locaux. Nous aurions eu une justice inspirée du Common Law et du droit français applicable autant du côté anglophone que francophone. Nous aurions surtout pu réformer notre système scolaire pour n'en avoir qu'un, avec un diplôme d'études secondaires qui n'aurait été ni le GCE, ni le Baccalauréat. Il suffisait d'intégrer ce que le système anglo-saxon nous avait légué de mieux (langue de technologie ; pragmatisme, professionnalisation, etc.) tout en gardant l'enseignement des humanités qui font la réputation de l'école française dans le monde. Nos moyens ne nous permettant pas d'entretenir deux systèmes parallèles, nécessairement médiocres de part et d'autre, nous aurions pu former, non pas forcément des jeunes multilingues mais des Camerounais fonctionnels dans deux langues européennes et sans doute s'exprimant aussi dans des langues régionales.

La paresse mais surtout l'apolitisme et le manque d'imagination des dirigeants ont laissé survivre deux systèmes qui s'avèrent aujourd'hui totalement inadéquats, l'un comme l'autre. Au cours des cinquante dernières années, la France a dû réformer au moins une dizaine de fois son système d'enseignement, autant maternel/primaire que secondaire et supérieur. Pendant ce temps, son rejeton camerounais se sclérose sans que cela ne préoccupe leurs excellences les divers ministres en charge de l'éducation nationale. L'une des curiosités de ces dernières années a d'ailleurs été l'émigration

massive des francophones vers le système anglophone et la multiplication quasi sauvage des sections anglophones dans les écoles des régions francophones. En tout cas, certains parents semblent croire que le salut se cachait du côté de l'école anglophone, laquelle école anglophone n'est plus que l'ombre d'elle-même par rapport à ce qu'elle était à la veille de la réunification. Alors que le GCE a été totalement prostitué, le Baccalauréat précédé d'un Examen Probatoire obsolète n'est plus qu'un exercice futile. Un régime responsable aurait pourtant pu capitaliser sur l'engouement des parents/enfants pour l'école anglophone pour remettre à plat la question de l'école au Cameroun.

Comme partout ailleurs, la camerounité ne peut prendre ses racines qu'à l'école. Et pour qu'il en soit ainsi, il faudrait que l'école soit pensée comme un espace d'intégration véritable et de projection dans le futur. De ce point de vue, il faut noter par exemple qu'au-delà des quotas d'admission, les embryons d'universités spécialisées mises sur pied par le régime d'Ahidjo (Génie agro-alimentaire à Ngaoundéré, Traduction et interprétariat à Buea, Commerce à Douala, Agronomie à Dschang) pouvaient constituer un modèle à parfaire. Mais au lieu de cela, on voit naître des institutions essentiellement électoralistes. Ainsi a surgi une Ecole normale supérieure à Maroua où l'on a recruté en masse et en prio-

rité les ressortissants de cette région. Le même genre de demande est actuellement exprimé du côté de Bertoua, Ebolowa, etc. La conséquence de cette manière de gérer érige la médiocrité en modèle. Les étudiants sont recrutés sans tenir compte de leurs performances dans des institutions fantomatiques, c'est-à-dire sans enseignants, sans équipements pédagogiques. Les institutions elles-mêmes sont souvent logées dans des infrastructures de fortune. On assiste d'ailleurs à la naissance des écoles doctorales dans les conditions les plus rocambolesques. Dans notre pays en réalité, le contenu de la formation importe peu. N'a-t-on pas à un moment donné parlé du Baccalauréat comme d'un diplôme de souveraineté, c'est-à-dire dont la moyenne acceptable d'admission relevait de la discrétion du Ministre responsable ? L'essentiel semble être que les ressortissants de chaque coin du pays aient leur comptant/quota de diplômés dans diverses spécialités. Dire que nous avions osé proposer dans une étude (voir, *Quelle Université pour le Cameroun de demain ?* Rapport du Comité Technique de Réflexion pour l'Amélioration du Système National de l'Enseignement Supérieur, Yaoundé, Cameroon University Press, 2004) que l'université Camerounaise choisisse de développer plutôt des centres d'excellence et ne crée dans les régions périphériques, si tant est que cela est nécessaire, que des universités n'allant pas au-delà de la licence. Le cancer qui ronge l'enseignement supérieur camerounais avait déjà fait son nid dans l'enseignement secondaire. La démultiplication vertigineuse des CES/lycées électoraux, sans enseignants, sans infrastructures et même parfois sans élèves, à un moment donné, a véritablement « ghettoisé » l'enseignement secondaire du pays. Le brassage des populations qu'imposait le déplacement des jeunes sur le territoire, en quête de formation de qualité n'est plus qu'un lointain souvenir. C'est pourtant ce genre de mouvement qui a gardé à quelques rares établissements – Vogt ; Libermann, Jean Tabi, etc. – une réputation méritée. Certes, rapprocher l'école des populations peut être une très bonne chose en soi. A condition que cela fasse partie d'une véritable politique éducative et que des moyens soient déployés en conséquen-

ce. Le paradoxe de ce système pourtant moribond est l'obstination des dirigeants à faire croire au pays que les critères d'excellence sont encore de mise alors que la dévaluation des formations atteint des pourcentages effrayants. Bien plus, on continue même de parler de grandes écoles alors qu'on n'a plus affaire qu'à des écuries où les critères d'entrée et de sortie relèvent de la prestidigitiation (d'autres diraient de la sorcellerie) tant il est vrai qu'elles n'obéissent à aucune règle académique connue. Ce sont pourtant les lauréats de ces prétendues grandes écoles qui sont les élites administratives, qui deviennent les gouverneurs exclusifs du territoire tant dans le domaine financier, qu'administratif, politique et al.

On le voit. Se reconnaître avec un tant soit peu de fierté dans le genre de camerounité qu'invente le système de gouvernance qui est le nôtre, ne peut véritablement pas être donné à tout le monde. Finalement, c'est sans doute le chanteur Guy Béart qui peut nous aider à appréhender notre modèle de construction nationale lorsqu'il nous rappelle opportunément que les premiers seront les derniers même si les derniers ne seront pas moins derniers. Rien ne sert donc d'aspirer au premier rang au risque d'être

« exécuté ». Bien que le Cameroun soit un pays relativement nanti et les Camerounais un peuple talentueux, un pouvoir hautain et unidimensionnel, s'appuyant essentiellement sur la répression et rarement sur la force des idées/arguments, semble avoir annihilé la conscience sociale et politique de la majorité du peuple pour la réduire à la recherche de faux-fuyants et des raccourcis pour assurer sa survie. Dans pareil contexte, la camerounité relève de l'accessoire.

Ambroise Kom (mars 2018)

Sénat : Niat Njifenji sera reconduit au perchoir

PAR AARON AGIEN NYANGKWE*

Dans l'édition numéro 5052 du 17 Avril 2018 du quotidien **Le Messenger**, AGA -qui est les initiales de l'expérimenté journaliste et directeur de publication Alex Gustave Azebaze - et LDN, - l'un de ses collaborateurs -, dans une analyse rationnelle laissent croire que la place de Marcel Niat Njifenji au perchoir du Sénat serait menacée du fait du problème anglophone. Cela fait sourire car les auteurs semblent ne pas connaître le centre et l'objectif réels des décisions sur les politiques de gouvernance appliquées au Cameroun et au pré-carré Français en Afrique. Le Cameroun peut se targuer d'être un Pays indépendant comme tout autre Pays francophone Africain mais le centre de décisions sur sa gouvernance n'est pas Yaoundé. N'en déplaise aux naïfs.

Pour bien le comprendre, revisitons cette déclaration du Président Paul Biya en 1991 à Paris. «*Le Président (français) pense que je suis son meilleur élève*» clama de façon triomphale avec un sourire en sourdine, Paul Biya. Quelques semaines après, on vit un jeune français d'une trentaine d'années nommé Directeur du Trésor au Cameroun. Et quand par la suite François Mitterrand, le Président Français, réorganisa son gouvernement en créant le poste de Ministre de la ville qu'il confia à Bernard Tapie, Paul Biya se précipita pour réorganiser le sien et confia le nouveau Ministère de Ville à M. Lekéné Donfack. D'aucuns répliqueront que Paul Biya n'a pas fait la même chose quand François Hollande avait créé le Ministère de production et autres. C'est vrai. Mais s'il ne l'a fait, c'était tout simplement une stratégie pour brouiller les cartes et laisser croire que les Africains francophones seraient maîtres de leurs destins. Il n'en est rien.

Revenons donc à l'affaire Niat, objet centrale de cette tribune libre. Je vous dirai pourquoi il sera reconduit. Ce que mon frère AGA et son collaborateur LDN appellent si bien «l'équilibre géopolitique de la répartition du pouvoir au Cameroun» n'est qu'une vue de l'esprit. Depuis Fomban une stratégie d'assimilation culturelle du peuple et de l'identité anglophones avait été bien mise en place. Feu le Président Amadou Ahidjo l'appliquait avec finesse et ruse au contraire du Président Biya qui a apporté la brutalité et la méprise dans l'application de cette politique d'assimilation du peuple anglophone (Southern Cameroonians).

D'ailleurs, Son Eminence Cardinal Tumi avait dit clairement sur la Télévision Equinoxe il y a quelques semaines que l'Ambassadeur de la France au Saint Siege, l'avait félicité, il y a des dizaines d'années, pour la manière dont ils appliquaient le projet d'assimilation des Anglophones au Cameroun. Cet Ambassadeur prenait le Cardinal



Tumi pour un francophone au moment où il recevait les Evêques de l'Afrique francophone. Et personne n'a entendu le Porte-parole du Gouvernement sortir pour démentir cette déclaration du Cardinal. On n'a pas entendu une réaction des patriotes francophones sur cette révélation. Pourtant, on voit souvent des journaux en langue française relayer des informations publiées dans des journaux en langues anglaise au Cameroun. Preuve, cette sortie historique de Penn Khan devant le Tribunal militaire de Yaoundé qui l'a condamné à ... plus de 10 ans de prison. Elle a été publiée par **Le Messenger**, et probablement quelques autres journaux, tellement elle était forte de sens.

Quant à ce soi-disant «*équilibre géopolitique de la répartition du pouvoir au Cameroun*» il n'a jamais été appliqué de façon à assurer une représentation effective. Jamais on n'a nommé des anglophones redevables devant les pairs. Prenons le tout premier qui est feu Salomon Tandeng Muna que Feu Amadou Ahidjo avait nommé Vice-Président avant de le bombarder Président de l'Assemblée nationale. Muna avait un parti appelé le Cameroon United Congress dont mon feu oncle paternel était membre. Nulle part ce parti n'avait gagné des sièges au Parlement du «*Southern Cameroons*». Nulle part ce parti n'avait gagné des députés dans le parlement du «*Southern Cameroons*». Le Parti vainqueur était le Kamerun People's Democratic Party (Kndp) dont leader était feu John Ngu Foncha.

Quand John Ngu Foncha devint Vice-président de la République Fédérale du Cameroun, il devait céder sa place à quelqu'un de son

parti pour lui succéder comme Premier Ministre du «*Southern Cameroons*» devenu «*West Cameroon*» d'après la Constitution Fédérale. Et cette personne était l'intrépide Augustin Ngom Jua. Un homme de caractère et d'un nationalisme incroyable. Amadou Ahidjo n'était pas confortable avec feu Ngom Jua puisque celui-ci ne voulait pas se soumettre à l'Administrateur Territorial que Guillaume Nseké nommé pour les besoins du projet d'assimilation. De culture anglo-saxonne Ngom Jua voyait mal comment une personne nommée peut être d'un Premier Ministre qui est un élu du peuple. Ahidjo le démit et le remplaça à la stupéfaction générale par feu Salomon Tandeng Muna. Quelque temps après Amadou Ahidjo fait fi de toute légitimité connue pour démettre John Ngu Foncha de la Vice-présidence de la République Fédérale et le remplacer par le même Salomon Tandeng Muna. Et ce dernier devint par la suite Président de l'Assemblée nationale pour servir de faire-valoir jusqu'à l'évènement de Lawrence Fonka Shang au perchoir en 1988.

On se souvient de la manière dont Paul Biya avait chassé cet anglophone du perchoir comme un malpropre et il en était mort quelque temps après. La courtoisie voudrait que des personnes de ce rang soient informées de quand on ne va plus les reconduire à leurs postes pour qu'ils prennent certaines dispositions. Dans le Cameroun de Paul Biya «*le meilleur élève*» de son propre aveu, les anglophones n'ont pas droit au chapitre. «*Qui sont-ils?*» est une question mémorable qu'il avait lancée à Monatéle en 1992. Lawrence Fonka Shang avait été remplacé par Cavaye

Yeguie Djibril et aucune voiture ne lui avait été allouée pour le permettre de rentrer chez lui après la session. La Député Catherine Meboka de Limbe me fit comprendre à l'époque que «*that was the most shocking moment in my life. I never believed that I could see a Speaker threated like that*». Mon Député, feu Peter Akum Fomum me dit que cela l'avait laissé perplexe. «*I saw a wonderful drama unfolding front of me when I watched the former Speaker (Fonka Shang) erring like a lost child at the close of that session. A pity*».

Autre fait marquant de la crise actuelle dont la méprise des anglophones par Monsieur Biya frise la nausée. Tout le monde sait que Dame Pauline Egbe Nalova Lyonga et Paul Atanga Nji sont le duo par lequel l'enlisement de cette crise est passée. La première pour avoir ordonné aux gendarmes armés de descendre sur nos enfants à l'université de Buea pour violer, tabasser et porter atteinte à l'intégrité physique de certains. Le second avait crié à tue-tête sur l'inexistence d'un problème anglophone au Cameroun et il manquait de peu de perdre la vie à Bamenda face à une population furieuse. Ce sont donc ces deux personnages ne jouissant d'aucune légitimité chez les anglophones que Paul Biya décide de nommer Ministres dans les postes stratégiques.

C'est de cette manière que pour nommer un Bamiléké au perchoir du Sénat, on choisit Marcel Niat Njifenji qui n'a été élu par personne. Cela n'est pas fortuit. Il rentre dans la stratégie d'avoir des leaders illégitimes dont sommés d'obéir aux ordres dont les intérêts sont ailleurs. Je peux comprendre la fibre patriotique qui animait AGA et LDN au moment où ils écrivaient leur papier. Marcel Niat Njifenji sera encore Président du Sénat parce des enjeux autrement plus chers à Paul Biya le commandent. Le problème anglophone qu'ils évoquent n'en fait donc pas partie.

Les cheminots et transporteurs français sont en grève depuis quelques semaines, le Président Emmanuel Macron a pris la parole publiquement plus de six fois dont deux à travers des longs entretiens télévisés. D'un autre côté son premier ministre Philippe Martin s'explique devant les députés français. Au Cameroun, la crise anglophone dure depuis dix-huit mois et «*le Président de tous le Camerounais*» trouve bon de faire des escapades à l'étranger. Pendant que toute discussion sur la question est interdite au sein des institutions censées représenter le peuple, telle l'Assemblée nationale. Dans le pays du «*meilleur élève*» de la France, on choisit comme réponse essentielle la répression aussi bien par l'armée que par la justice militaire.

Journaliste - Cartographe de
l'Incidence
nyangkweagian@gmail.com

AU TRIBUNAL...

Issa Hayatou devant la Cour économique du Caire

Le procès de l'ex-président de la Confédération africaine de football (Caf), soupçonné par la justice égyptienne d'avoir enfreint les règles locales de la concurrence lorsqu'il a co-signé un gigantesque contrat médias/marketing avec la société française Lagardère Sports, s'est ouvert le 16 avril dernier.

Accusé, levez-vous ! Issa Hayatou devant la barre. Les vieux démons de la Caf continuent visiblement de poursuivre l'homme qui détient le record de longévité à la tête de l'instance faïtière du football africain (1988 à 2017). Reporté à plusieurs reprises depuis 13 mois, le procès de l'ex président de la Fédération internationale de football association (Fifa) a débuté, le 16 avril 2018 au Caire. Hayatou et son ancien Secrétaire général, Hicham El Amrani, sont soupçonnés par les autorités égyptiennes d'avoir « enfreint la loi égyptienne de la concurrence », d'avoir eu recours à « des pratiques anticoncurrentielles » et ce en « abusant de leur position dominante sur le marché égyptien », le siège de la Caf étant au Caire. A l'origine de cette procédure judiciaire, il y a un contrat d'un milliard de dollars signé par l'ex dirigeant camerounais et son Sg, en tant que mandataires de la Caf, le 28 septembre 2016 au Caire, avec Lagardère Sports. Ce contrat, apprend-on, porte sur la cession de la gestion des droits médias et marketing du football africain, pour la période 2017-2028.

Négociations exclusives

Ce deal a en effet entraîné la plainte d'une entreprise égyptienne, Présentation Sports (Ps). Cette dernière affirme en effet avoir tenté en vain de concurrencer



Les sur ce dossier alors que la société française et la Caf étaient déjà en négociations exclusives depuis le 12 juin 2015. Saisie, l'autorité égyptienne de la concurrence (Eca) a réclamé le 4 janvier 2017 que les deux dirigeants soient renvoyés devant la Cour économique du Caire (Cec). Une demande suivie d'effet par le procureur général d'Egypte le 12 mars 2017. La Confédération africaine avait alors immédiatement réagi via un communiqué : « L'évocation de la moindre irrégularité dans cet accord commercial est dénuée de tout fondement et rejetée avec véhémence. La Caf défendra vigoureusement sa position, ses droits et sa réputation en utilisant tous les moyens légaux disponibles en droit international. » Depuis lors, la nouvelle direction de la Caf a pris ses distances avec cette affaire. La procédure ne devrait toutefois pas en être moins longue, indique une source à nos confrères de Radio France internationale. Une autre, proche de la Cec, souligne que les deux hommes devraient être représentés par des intimes durant la procédure. La première journée d'audience a en tout cas seulement été consacrée à la présentation de documents. La deuxième est prévue le 7 mai 2018.

Péril sur la candidature du Maroc ?

Issa Hayatou a perdu la présidence de la Caf le 16 mars 2017, après avoir été battu par le Malgache Ahmad lors de l'Assemblée générale électorale d'Addis-Abeba. Le Camerounais est ensuite retourné vivre dans le nord de son pays d'où il dirige l'Académie nationale de football (Anafot). Hicham El Amrani, lui, a quitté ses fonctions peu après la victoire d'Ahmad. Le Marocain fait actuellement office de directeur général du Comité de candidature de son pays pour l'organisation de la Coupe du monde 2026. Quant au contrat en question, il fait l'objet d'une renégociation avec Lagardère Sports. « Je ne veux pas juger ceux qui ont signé ce contrat. Mais un bon manager ne peut pas s'enfermer dans cette cage. Pour l'instant, nous nous attelons à l'amélioration de l'organisation de nos compétitions. Cela aura une incidence sur le coût et la commercialisation de nos droits. En tenant compte de nos bonnes relations avec Lagardère, nous examinerons au moment opportun les conséquences liées à cette nouvelle donne », assurait l'an dernier, Ahmad à Rfi.

Christian TCHAPMI

SAMUEL ETO'O

« L'Afrique a des chances de remporter le Mondial 2018 »

En séjour en Russie pour une rencontre de bienfaisance au profit de la lutte contre le Sida et les discriminations, l'ex capitaine des Lions indomptables qui s'est confié à nos confrères de Rfi, Farid Achache et Daniel Vallot, a passé en revue son passage en tant que footballeur au pays des Tsars et les chances des équipes africaines qui y seront lors de la prochaine Coupe du monde.



Russie et je sais de quoi je parle. Mais je ne parle pas de politique. J'étais très heureux de vivre ici. J'étais plus en sécurité en Russie que dans d'autres pays d'Europe », avance sur les antennes de Rfi, celui qui a été élu meilleur joueur du Championnat russe en 2013.

A la question du racisme dans le football russe et dans le pays en général, le meilleur buteur de l'histoire des Lions indomptables indique qu'il n'a « jamais vécu une telle chose en Russie ». « A chaque fois que je sortais pour l'échauffement, les supporters, même ceux de l'équipe adverse, se mettaient debout et m'acclamaient. Ils étaient contents que je sois là, précise-t-il. Quand j'ai signé ici, tout le monde me disait : " mais tu vas là-bas, c'est un pays racis-

te". Mais je peux vous dire que j'ai vécu le racisme de l'autre côté de l'Europe, mais pas en Russie. Je suis resté deux années et demie à Moscou, et je faisais ma vie sans difficulté. Je suis très heureux de revenir dans ce pays. »

Salah et Mané ont le droit d'y croire

Cinq équipes africaines vont prendre part lors de la coupe du monde en Russie en juin prochain (Maroc, Tunisie, Sénégal, Egypte, Nigéria et Egypte). Sans ambages, le goaléador qui prédit « une très belle Coupe du monde en Russie », affiche de l'optimisme en ce qui concerne les cinq équipes africaines présentes lors du tournoi pense que les représentants africains ont les mêmes chances que les autres équipes. Jusqu'ici l'Afrique n'a atteint que l'étape des quarts de finale à une phase de coupe du monde (Cameroun en 1990, le Sénégal en 2002 et le Ghana en 2010), mais l'ancien attaquant du Fc Barcelone pense traverser cette étape est faisable par les africains. « Nous nous mettons souvent des limites, mais il n'est écrit nulle part que les équipes africaines n'ont pas la possibilité de traverser les quarts de finale, avance-t-il. C'est vrai que

certaines nations comme le Brésil ou l'Argentine sont attendues, mais une fois de plus il n'est écrit nulle part qu'une équipe africaine ne puisse gagner ce Mondial. Les nations africaines qualifiées ont aussi leur chance. Regardez ce que fait Mohamed Salah ou Sadio Mané avec Liverpool ! Eux aussi ont le droit de croire. Et nous devons pousser pour qu'une nation africaine aille le plus loin possible. »

Avec 7 buts cette saison en C1 cette saison, Mohamed Salah est désormais le meilleur buteur africain sur une même édition de la Ligue des Champions à égalité avec Samuel Eto'o en 2010/11. Il continue : « Nous avons avec certains écrit notre histoire. Nous ne pouvons plus revenir en arrière. Eux ont la chance d'être là et d'écrire à leur tour leur propre histoire. Qu'ils prennent du plaisir et qu'ils sachent que nous sommes là pour les accompagner. » En fin de carrière, Samuel Eto'o évolue dans le championnat turc. Il est arrivé à Konyaspor en janvier dernier après avoir été l'attaquant vedette d'Antalyaspor avec 44 buts et 77 matches entre 2015 et 2018.

C.T. avec Rfi

EN BREF...

CAN 2019

Le Logo et le nom officiel dévoilés

L'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (Can) 2019 vient de franchir une étape importante, avec la conception du logo ainsi que le dévoilement de la dénomination officielle de la compétition : Can Total 2019. « Ces identités visuelles viennent d'être transmises par la Caf au Cameroun, à travers sa structure spécialisée », précise le Comité local d'organisation. Ce qui devrait permettre de lancer d'ici peu, les campagnes de communication autour de l'évènement. C'est encore la preuve que le Cameroun va abriter la 32^{ème} édition. Le logotype officiel existe en français et en anglais. L'utilisation ou la diffusion non autorisée des identités visuelles est interdite, indique la Crtv sur son compte twitter. Le logo et le nom de la Can 2019, sont dévoilés au moment où la deuxième mission d'inspection de la Caf est attendue au Cameroun. Les travaux de construction des infrastructures devant abriter la composition se poursuivent sereinement avec, claironne le Gouvernement, des avancées majeures.

RDC

Constant Omari en garde à vue

Sale affaire pour Constant Omari ! Depuis mardi dernier, le président de la Fédération congolaise de football (Fécoba) est détenu au parquet général auprès de la Cour d'appel de Kinshasa-Matete avec le secrétaire général aux Sports Barthelemy Okito, le 2^{ème} vice-président de la Fécoba, Théobald Binamungu et le directeur financier de la Fécoba, Roger Bondembe, rapporte Radio Okapi. Interpelés par les services du conseiller spécial du chef de l'Etat en matière de lutte contre la corruption Luzolo Bambi, ces quatre suspects sont soupçonnés de détournements de fonds destinés aux équipes de football de la Rdc. Ils sont actuellement interrogés. On devrait en savoir plus dans les prochaines heures.

MONDIAL 2026

L'Afrique du Sud au secours du Maroc

Candidat à l'organisation du Mondial 2026, le Maroc peut compter sur le soutien officiel de plusieurs pays africains, à l'instar de l'Algérie, de la Guinée Bissau ou encore de l'Afrique du Sud, qui a exprimé son soutien lundi dernier par la voix du président de sa fédération de football (Safa), Danny Jordaan. En présence du Sénégalais El Hadji Diouf et du Camerounais Joseph Antoine Bell, tous deux ambassadeurs de la candidature marocaine, le dirigeant a promis d'apporter son soutien « sans réserve » au Royaume chérifien. « L'Afrique du Sud a montré la voie et je suis confiant que le Maroc suivra. Le pays a des normes internationales ; des stades et des infrastructures de qualité. Le Maroc peut rivaliser avec les meilleurs au monde », a ajouté Jordaan dont le pays avait accueilli l'édition 2010, une première pour une nation africaine. Alors que des soupçons de corruption pèsent sur l'attribution du Mondial 2010 à l'Afrique du Sud au détriment du Maroc, et notamment sur Jordaan, les deux pays ont visiblement décidé de passer au-dessus des rancunes du passé.